



Recueil statistique de l'assurance vieillesse des professions libérales



Edition 2022



ASSURANCE VIEILLESSE DES PROFESSIONS LIBERALES

RECUEIL STATISTIQUE 2022

AVIS AUX LECTEURS

Cette publication, poursuivant un objectif de vulgarisation de l'ensemble des textes qui régissent l'assurance vieillesse et invalidité des membres des professions libérales, ne prétend pas à l'exhaustivité et n'a nullement vocation à se substituer à l'information délivrée par les sections professionnelles de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales à leurs adhérents.

En conséquence, la responsabilité civile de la CNAVPL ne saurait être engagée, en raison d'une interprétation erronée ou d'une erreur de transcription des textes reproduits susceptibles de causer un préjudice quelconque à un assuré social, dans le cadre de l'application des règles de la responsabilité civile délictuelle ou quasi-délictuelle (article 1382 et suivants du code civil).

La reproduction et l'adaptation, en totalité ou par extraits, de ce document nécessitent l'autorisation préalable de la CNAVPL et la mention d'origine.

Préambule

L'Organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales comprend la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (la CNAVPL) et dix sections professionnelles dotées de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle a été créée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948.

La CNAVPL assure la gestion du régime d'assurance vieillesse de base des professionnels libéraux et celle des réserves de ce régime.

Le régime d'assurance vieillesse de base des professions libérales a été institué par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 et réformé par la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et les décrets n°2004-460 et n° 2004-461 du 27 mai 2004.

La loi n°2021-1576 du 14 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 (Article 69) et le décret n° 2022-755 du 12 juin 2022 relatif aux prestations maladie en espèces des professionnels libéraux ont créé un dispositif d'indemnités journalières en cas d'arrêt de travail pour les professionnels libéraux. Il est entré en vigueur le 1er juillet 2022.

La loi du 14 décembre 2021 confie la responsabilité de ce nouveau dispositif à la CNAVPL. Mais la gestion opérationnelle du dispositif est confiée aux CPAM et aux Urssaf.

Les sections professionnelles ont une compétence nationale pour l'affiliation des professionnels libéraux exerçant sur le territoire français.

Elles sont aujourd'hui au nombre de dix :

- CPRN (notaires)
- CAVOM (officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires)
- CARMF (médecins)
- CARCDSF (chirurgiens-dentistes et sages-femmes)
- CAVP (pharmaciens)
- CARPIMKO (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes)
- CARPV (vétérinaires)
- CAVAMAC (agents généraux d'assurance et mandataires non salariés d'Assurance et de Capitalisation)
- CAVEC (experts-comptables et commissaires aux comptes)
- CIPAV (architecte, architecte d'intérieur, économiste de la construction, maître d'œuvre, géomètre, ingénieur conseil, moniteur de ski, guide de haute montagne, accompagnateur de moyenne montagne, ostéopathe, psychologue, psychothérapeute, psychomotricien, ergothérapeute, diététicien, chiropracteur, artiste non créateur d'œuvres originales, expert en automobile, expert devant les tribunaux, guide conférencier, mandataire judiciaire à la protection des majeurs). La loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 a modifié le périmètre des activités relevant de la CIPAV depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les micro-entrepreneurs et depuis le 1^{er} janvier 2019 pour les professionnels libéraux classiques.

Elles assurent, pour le compte de la CNAVPL, le recouvrement des cotisations du régime d'assurance vieillesse de base et gèrent un ou plusieurs régimes complémentaires obligatoires ayant pour objet le service de pensions de vieillesse complémentaire ou la couverture des risques invalidité et décès.

LISTE DES CAISSES ET DES PROFESSIONS DE L'ORGANISATION AU 1^{er} JANVIER 2023

CPRN CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE DES NOTAIRES

43 avenue Hoche - 75008 PARIS
Tél. : 01 53 81 75 00
Internet : www.cprn.fr - E-mail : retraite@cprn.fr

Professions :
○ *Notaires*

CAVOM CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES OFFICIERS MINISTERIELS, OFFICIERS PUBLICS ET DES COMPAGNIES JUDICIAIRES

9 rue de Vienne - 75403 PARIS CEDEX 08
Tél. : 01 44 95 68 00 cotisations - 01 44 95 68 01 retraites/prestations
Internet : www.cavom.org - E-mail : contact@cavom.fr

Professions :
○ *Huissiers de justice*
○ *Commissaires-Priseurs judiciaires*
○ *Greffiers près les Tribunaux de commerce*
○ *Administrateurs judiciaires*
○ *Mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises*
○ *Commissaires-priseurs aux ventes volontaires*
○ *Commissaires de justice*

CARMF CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES MEDECINS DE FRANCE

46 rue Saint Ferdinand - 75841 PARIS CEDEX 17
Tél. : 01 40 68 32 00
Internet : www.carmf.fr - E-mail : affiliations.cotis@carmf.fr
allocataires@carmf.fr

Professions :
○ *Docteurs en médecine*

CARCD SF CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES CHIRURGIENS DENTISTES ET DES SAGES-FEMMES

50 avenue Hoche - 75381 PARIS CEDEX 08
Tél. : 01 40 55 42 42
Internet : www.carcdsf.fr - E-mail : contacts@carcdsf.fr

Professions :
○ *Chirurgiens-dentistes*
○ *Sages-femmes*

CAVP CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES PHARMACIENS

45 rue Caumartin - 75441 PARIS CEDEX 09
Tél. : 01 42 66 90 37
Internet : www.cavp.fr - E-mail : cavp@cavp.fr

Professions :

- *Pharmaciens*
- *Directeurs de laboratoires d'analyses médicales non-médecins*

CARPIMKO CAISSE AUTONOME DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DES INFIRMIERS, MASSEURS-KINESITHERAPEUTES, PEDICURES-PODOLOGUES, ORTHOPHONISTES ET ORTHOPTISTES

3 avenue du Centre 78280 GUYANCOURT
Tél. : 01 30 48 10 00
Internet : www.carpimko.fr

Professions :

- *Infirmiers*
- *Masseurs-Kinésithérapeutes*
- *Pédicures-Podologues*
- *Orthophonistes*
- *Orthoptistes*

CARPV CAISSE AUTONOME DE RETRAITES ET DE PREVOYANCE DES VETERINAIRES

64 avenue Raymond Poincaré - 75116
PARISTél. : 01 47 70 72 53
Internet : www.carpv.fr - E-mail : contact@carpv.fr

Professions :

- *Docteurs Vétérinaires*

CAVAMAC CAISSE D'ALLOCATION VIEILLESSE DES AGENTS GENERAUX ET DES MANDATAIRES NON SALARIES D'ASSURANCE ET DE CAPITALISATION

30 rue Olivier Noyer - CS N° 51432 - 75676 PARIS CEDEX 14
Tél. : 01 81 69 36 00 - Fax : 01 81 69 35 90
Internet : www.cavamac.fr - E-mail : relations.agents@cavamac.fr

Professions :

Personnes exerçant l'activité d'agent général d'assurances à titre libéral ou au sein d'une société de capitaux en qualité de :

- *Associé gérant de SARL*
- *Associé commandité gérant de société en commandite par actions*
- *PDG ou DG de SA*

CAVEC
**CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES EXPERTS-COMPTABLES
ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

48 bis rue Fabert - 75007 PARIS
Tél. : 01 80 49 25 25
Internet : www.cavec.fr - E-mail : contact@cavec.fr

Professions :

- *Experts-Comptables inscrits à l'une des sections du Tableau de l'Ordre suivant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 modifiée*
- *Les Commissaires aux comptes exerçant leur profession à titre indépendant dans les conditions déterminées par le décret n° 69-810 du 12 août 1969*
- *Les personnes autorisées à exercer les professions énumérées ci-dessus en application de l'article 26 de l'ordonnance précitée du 19 septembre 1945*

CIPAV
**CAISSE INTERPROFESSIONNELLE DE PREVOYANCE
ET D'ASSURANCE VIEILLESSE**

9 rue de Vienne - 75403 PARIS CEDEX 08
Tél. : 01 44 95 68 20
Internet : www.lacipav.fr

Professions :

Les personnes qui exercent à titre libéral les professions suivantes : architecte, architecte d'intérieur, économiste de la construction, maître d'œuvre, géomètre, ingénieur conseil, moniteur de ski, guide de haute montagne, accompagnateur de moyenne montagne, ostéopathe, psychologue, psychothérapeute, psychomotricien, ergothérapeute, diététicien, chiropracteur, artiste non créateur d'œuvres originales, expert en automobile, expert devant les tribunaux, guide conférencier, mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

Ce nouveau périmètre des professions relevant de la CIPAV est issu de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018. Il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les micro-entrepreneurs et depuis le 1^{er} janvier 2019 pour les professionnels libéraux classiques. Le nouveau périmètre est précisé à l'article L. 640 -1 du code de la sécurité sociale.

CNAVPL
CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES PROFESSIONS LIBERALES

102 rue de Miromesnil - 75008 PARIS
Tél. : 01 44 95 01 50
Internet : www.cnavpl.fr

REGIME D'ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE HISTORIQUE

Les sections professionnelles de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales servaient initialement, sous certaines conditions, une allocation vieillesse dont le taux était fixé à la moitié de celui de l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés (AVTS).

Puis ce taux a été porté au même niveau que celui de l'AVTS (décret n° 62-439 du 14 avril 1962).

Le 1^{er} juillet 1978, les périodes d'activité supérieures à 15 ans sont prises en compte.

Le 1^{er} janvier 1983, la condition de 15 années d'activité est supprimée pour l'octroi d'une pension et le montant de l'allocation est donc égal à 1/15^{ème} d'AVTS par année cotisée.

Le 1^{er} janvier 1993 (loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), une fraction de la cotisation du régime de base est devenue proportionnelle aux revenus, dans la limite de 5 fois le plafond de la sécurité sociale.

Le 1^{er} janvier 2004 (loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites), la cotisation est entièrement proportionnelle aux revenus non-salariés divisés en 2 tranches. Chaque tranche est affectée d'un taux de cotisation. Les droits sont proportionnels.

Depuis le 1^{er} janvier 2015 (décret n°2014-1413 du 27 novembre 2014), les paramètres du régime d'assurance vieillesse de base des professionnels libéraux ont été réformés. Le plafond de la première tranche de revenus est porté de 85% à 100% du plafond annuel de la sécurité sociale. La seconde tranche de revenus est comprise entre 0 et 5 fois le plafond de la sécurité sociale. Le taux de la première tranche est de 8,23%, celui de la seconde tranche est de 1,87%.

Le décret n°2017-301 du 8 mars 2017 prévoit que la base de cotisation forfaitaire de 2^{ème} année d'activité est alignée sur celle de 1^{ère} année (19% du PSS). Toutefois cette mesure s'applique aux créations d'entreprises intervenues à compter du 1^{er} janvier 2017 ; les assurés qui sont en 2^{ème} année d'activité en 2017 ne sont donc pas concernés.

ASSURANCE VIEillesse DE BASE PENSIONS

DROITS DES TITULAIRES

Textes législatifs principaux

loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites

loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites

loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites n°2014-14 du 20 janvier 2014

décret n° 2014-1413 du 27 novembre 2014.

Âge légal de départ à la retraite

Date de naissance	Âge légal de départ à la retraite	Âge légal de départ à la retraite au taux plein	Durée d'assurance au taux plein (en trimestres)
1955 à 1957	62 ans	67 ans	166
1958 à 1960	62 ans	67 ans	167
1961 à 1963	62 ans	67 ans	168
1964 à 1966	62 ans	67 ans	169
1967 à 1969	62 ans	67 ans	170
1970 à 1972	62 ans	67 ans	171
1973 et s.	62 ans	67 ans	172

Age minimum de liquidation d'une pension pleine

► *Principe*

► L'affilié bénéficie d'une pension pleine dès l'âge légal de départ à la retraite, s'il justifie tous régimes confondus, de la durée d'assurance nécessaire à l'obtention d'une pension pleine.

► *Cas particuliers où l'affilié bénéficie d'une pension pleine*

► Avant l'âge légal de départ à la retraite :

- s'il a commencé son activité très jeune et a acquis un certain nombre de trimestres, ou
- s'il a accompli, dans le régime de retraite de base des professions libérales et, le cas échéant dans un ou plusieurs autres régimes obligatoires, tout en étant travailleur handicapé, une durée d'assurance et une durée de cotisation effective minimale.

► Dès l'âge légal de départ à la retraite, quel que soit le nombre de trimestres acquis, s'il justifie être :

- totalement et définitivement inapte au travail, ou
- invalide de guerre à 85% au moins, ou
- titulaire de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou de la carte de déporté ou interné politique, ou
- ancien combattant ou ancien prisonnier de guerre, sous certaines conditions de durée de captivité ou de mobilisation, ou
- travailleur handicapé.

► A l'âge de 65 ans, quel que soit le nombre de trimestre acquis, s'il est né à compter du 1er juillet 1951 et s'il justifie :

- avoir interrompu au moins trente mois consécutifs son activité professionnelle en raison de sa qualité d'aidant familial, ou

- être handicapé en étant atteint d'une incapacité permanente supérieure à 50%, ou
- être parent d'enfant handicapé s'il peut justifier, soit d'avoir bénéficié d'au moins un trimestre d'assurance au titre de la majoration de durée d'assurance vieillesse pour enfant handicapé, soit d'avoir apporté une aide effective à son enfant bénéficiaire de la compensation de handicap, pendant une durée minimale de 30 mois, ou
- être né entre le 1^{er} juillet 1951 et le 31 décembre 1955 inclus et remplir les conditions cumulatives suivantes : avoir eu ou élevé au moins trois enfants ; avoir interrompu ou réduit son activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation d'au moins un enfant ; avoir validé sous certaines conditions au moins huit trimestres.

► A l'âge légal de départ à la retraite à taux plein.

Anticipation (R. 643-7 C.S.S.)

Les professionnels libéraux qui souhaitent bénéficier de leur pension de retraite avant l'âge légal de départ à la retraite à taux plein mais ne disposent pas de la durée d'assurance requise (tous régimes confondus) pour l'obtention d'une pension à taux plein, se voient appliquer un coefficient de minoration de 1,25% par trimestre manquant dans la limite de 20 trimestres (25%), applicable au plus petit des nombres de trimestres manquant pour atteindre :

- l'âge légal de départ à la retraite à taux plein,
- la durée d'assurance nécessaire.

Prorogation (R. 643-8 C.S.S.)

Aux professionnels libéraux qui demandent à bénéficier de leur pension de retraite au-delà de l'âge légal de départ à la retraite et de la durée d'assurance requise pour l'obtention du taux plein, un coefficient de majoration de 0,75% par trimestre supplémentaire cotisé à partir du 1^{er} janvier 2004 est appliqué sur le montant de leur pension.

Détermination du montant de la pension

Le montant de la pension est calculé au moyen de 3 paramètres :

- le nombre de points acquis par l'assuré,
- la valeur du point,
- le taux de liquidation variable en fonction de la durée d'assurance.

Nombre de points (D. 643-1 C.S.S.)

Les trimestres validés avant le 1^{er} janvier 2004 sont convertis en points à raison de 100 points par trimestre.

Le nombre de points acquis est déterminé en fonction des revenus professionnels soumis à cotisations. Depuis 2015, la cotisation maximale sur T1 permet d'acquérir 525 points, la cotisation maximale sur T2 permet d'acquérir 25 points.

Pour chaque tranche, le nombre de points attribué est calculé au prorata de la cotisation et arrondi à la décimale la plus proche.

La valeur du point est fixée à **0,5795** au 1^{er} janvier 2022.

Lorsque les cotisations arriérées n'ont pas été acquittées dans le délai de cinq ans suivant la date de leur exigibilité, les périodes correspondantes ne sont pas prises en compte pour le calcul des points de retraite (R. 643-10).

Durée d'assurance (D. 643-3 C.S.S.)

Lors de la liquidation des droits, la durée d'assurance retenue inclut les trimestres acquis au titre des autres régimes de base obligatoires.

Pour la détermination des périodes d'assurance, il y a lieu de retenir autant de trimestres que les revenus professionnels ayant servi d'assiette au calcul des cotisations représentent de fois le montant du salaire minimum de croissance en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée sur la base de 150 heures, avec un maximum de quatre trimestres par année civile d'affiliation (200 heures jusqu'au 1^{er} janvier 2014).

Les périodes de mobilisation et de captivité mentionnées à l'article L.161-19 du code de la sécurité sociale et les périodes de service national légal sont comptées comme périodes d'assurance.

Majoration de durée d'assurance (L. 643-11)

Pour les enfants nés ou adoptés avant le 1^{er} janvier 2010, une majoration de 4 trimestres d'assurance par enfant au titre de la grossesse et de l'accouchement ou des démarches d'adoption est accordée par le régime de base des professions libérales aux femmes qui ont relevé exclusivement de ce régime.

De même, une majoration de 4 trimestres d'assurance par enfant au titre de l'éducation est accordée à ces femmes, sauf manifestation du père (avant le 30/6/2015).

Pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1^{er} janvier 2010, les majorations au titre de l'éducation ou de l'adoption pourront être attribuées à l'un ou l'autre des parents ou réparties entre eux.

Périodes d'exercice (D. 643-9)

Lorsque les périodes d'assurance sont inférieures à quinze années et que le total de ces périodes et des périodes d'exercice* atteint au moins quinze années, la pension de retraite qui est versée est portée à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, dont le montant est de **3 566,43 €** au 1^{er} janvier 2022.

* Périodes de l'activité libérale antérieures au 1^{er} janvier 1949 ou à la date à laquelle l'activité professionnelle a été rattachée à l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales.

Paiement des pensions

La pension est payable à terme échu chaque trimestre (mois dans certaines sections). Les premiers arrérages sont dus à compter du premier jour du trimestre civil suivant la demande de liquidation des droits (R. 643-6).

Précompte assurance maladie, CSG, CRDS et CASA

En vertu de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 et dans le cadre du transfert des cotisations maladie sur la contribution sociale généralisée, les cotisations d'assurance maladie précomptées sur les retraites sont supprimées sauf pour certains retraités résidant à l'étranger.

Les sections prélèvent directement sur les pensions la contribution sociale généralisée (instituée par la loi de finances du 29 décembre 1990).

Le taux de la CSG est de 6,6% à compter de 2005.

Les sections prélèvent directement sur les pensions la contribution pour le remboursement de la dette sociale (créée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996).

Le taux de la CRDS est de 0,5%. En vertu de l'article 89 de la loi de finances pour 2001, l'assiette de la CRDS est alignée sur celle de la CSG pour les pensions de retraite et d'invalidité.

Des cas d'exonération sont prévus.

Depuis le 1^{er} avril 2013, les sections prélèvent également la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) dont le taux est de 0,3%.

Limitation des cumuls retraite - activité (L.643-6)

Depuis le 1^{er} janvier 2004, l'attribution de la pension de retraite de base est subordonnée à la cessation de l'activité libérale avec toutefois la possibilité d'exercer une activité libérale postérieurement à l'entrée en jouissance de la pension de retraite, celle-ci était alors servie sans cessation préalable de l'activité.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, un assuré qui a cotisé dans plusieurs régimes de base et souhaite liquider ses droits dans l'un d'eux doit cesser toutes ses activités ou les poursuivre dans le cadre du cumul emploi retraite, dans les régimes où la loi l'autorise.

• Cumul partiel

L'exercice de l'activité libérale après liquidation de la pension doit procurer des revenus nets annuels inférieurs au plafond de la sécurité sociale soit 41 136 € en 2022.

Ne sont pas pris en compte les revenus tirés d'un certain nombre d'activités à caractère artistique, littéraire ou scientifique (participation à des activités juridictionnelles, consultations, participation à des jurys de concours publics ou à des instances consultatives ou délibératives) exercées à titre accessoire avant la liquidation de la pension de retraite.

Si l'assuré exerce une activité lui procurant des revenus supérieurs à ce seuil, le service de la pension sera suspendu à due concurrence du dépassement (elle sera écartée à compter de 2016).

Mais, en vertu du décret n°2017-416 du 27 mars 2017 relatif au plafonnement du cumul d'une activité rémunérée et d'une pension de retraite et au titre de dépassements du seuil intervenus à compter de 2017, la suspension de la pension est remplacée par une réduction du montant de la pension à due concurrence du dépassement.

Les modalités de cette réduction sont fixées par le décret susvisé. Elles impliquent notamment :

- la notification du dépassement du seuil au titre de l'année N et du montant de la réduction de pension en décembre N+1 ;
- l'application de la réduction de la pension sur toute l'année civile N+2, mensuellement, de janvier à décembre, quelle que soit la période pendant laquelle le dépassement a été constaté.

• Cumul intégral

Depuis le 1^{er} janvier 2009, le cumul intégral retraite-activité est possible. Il permet aux assurés de cumuler intégralement leur pension de retraite de base et le revenu de leur activité libérale sous les conditions suivantes :

- avoir liquidé leurs pensions personnelles de retraite des régimes légaux de base et complémentaires, français et étrangers ainsi que des régimes des organisations internationales ;
- avoir atteint l'âge du taux plein (67 ans pour les générations nées à partir de 1955), ou avoir atteint l'âge de départ à la retraite (62 ans pour les générations nées à partir de 1955) et justifier de la durée d'assurance requise pour bénéficier d'une pension à taux plein.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le dispositif de cumul partiel continue de s'appliquer.

Toutefois l'assuré peut cumuler intégralement sa retraite de base liquidée à taux plein et ses revenus d'activité sans avoir liquidé les pensions des régimes dans lesquels il n'a pas encore atteint l'âge requis pour liquider ses droits sans minoration.

Cet assouplissement concerne les périodes de cumul postérieures au 1^{er} janvier 2014.

Les assurés dont la première pension prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015 ne pourront plus, en cas de poursuite ou de reprise d'activité, acquérir de droits dans quelque régime légal de retraite que ce soit, de base ou complémentaire, dès lors qu'ils auront liquidé un droit propre dans un régime légal de base.

DROITS DES CONJOINTS SURVIVANTS

Les conditions d'octroi de la pension de réversion ont été aménagées en 2004 et 2005 (articles 91 et 96 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, 65 de la loi n° 2003- 1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, du décret n° 2004-858 du 24 août 2004 et du décret n° 2005-1004 du 22 août 2005).

En cas de décès de l'assuré, la pension de réversion est versée au ou aux conjoints survivants sous condition de ressources et d'âge, au taux de 54%, sans condition de durée de mariage ou de remariage.

Conditions de ressources

Les ressources comprennent les revenus professionnels, les retraites, les pensions et le patrimoine du conjoint survivant ainsi que ceux de son éventuel partenaire PACS ou concubin.

Les ressources sont examinées sur les 3 derniers mois. Elles peuvent également être appréciées, en cas de rejet, sur les 12 derniers mois. La pension est, le cas échéant, écartée.

Plafond de ressources 2022

Personne seule :

- 5 496,40 € pour les 3 derniers mois
- 21 985,60 € pour les 12 derniers mois (2 080 fois le SMIC horaire)

Personne en couple :

- 8 794,24 € pour les 3 derniers mois
- 35 176,96 € pour les 12 derniers mois (1,6 fois le plafond personne seule)

La pension est révisable jusqu'à la date d'attribution de la dernière retraite personnelle de base ou complémentaire ou jusqu'à l'âge légal de départ en retraite si le conjoint survivant n'a jamais cotisé.

Conditions d'âge

Le conjoint survivant peut bénéficier de la retraite de réversion à 55 ans. Cet âge peut être abaissé à 51 ans si le conjoint ou ex-conjoint est décédé avant le 1^{er} janvier 2009 ou a disparu avant le 1^{er} janvier 2008.

Date d'entrée en jouissance (art. R. 353-7)

Le point de départ de la retraite de réversion peut être fixé au 1^{er} jour du mois suivant :

- le décès et, au plus tôt, au 1^{er} jour du mois suivant les 55 ans (ou 51 ans) du conjoint survivant s'il fait sa demande dans les 12 mois suivant le décès.
- le dépôt de la demande et, au plus tôt, au 1^{er} jour du mois suivant les 55 ans (ou 51 ans) du conjoint survivant s'il fait sa demande au-delà des 12 mois suivant le décès.

Important :

Si le point de départ n'est pas fixé par le conjoint survivant, la retraite de réversion prend effet au plus tôt au 1^{er} jour du mois suivant le dépôt de la demande.

Majoration de la pension de réversion

A compter du 1^{er} janvier 2010, les titulaires d'une pension de réversion peuvent bénéficier d'une majoration de 11,1% de leurs droits servis par le régime de base à la triple condition :

- avoir plus de 65 ans ;
- ne pas disposer de retraites de droits propres ou dérivés, de base ou complémentaires, servies par un régime français ou étranger, dont la somme serait supérieure à 884,37 € par mois au 1^{er} janvier 2022, ces retraites étant retenues pour leur montant brut ;
- avoir fait liquider l'ensemble de ses droits à retraite.

Coordination

Depuis le 1^{er} juillet 2006 (art. R.173-17 CSS), lorsque l'assuré décédé a relevé de plusieurs régimes de base parmi le régime général, la MSA, le RSI, la CAVIMAC et la CNAVPL, les pensions de réversion de base prenant effet à compter de cette date et que le conjoint survivant perçoit de ces régimes, sont désormais retenues dans le calcul des droits à servir en fonction des ressources.

Pour l'application de cette disposition, une demande unique de retraite de réversion doit être déposée, et un régime doit être désigné pour centraliser les montants des pensions de réversion, calculer le dépassement de ressources et informer les régimes en cause en vue de la répartition du dépassement. Il s'agit du « régime interlocuteur unique des pensions de réversion ».

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE DONNEES CHIFFREES

Valeur de service du point

Période de référence	Valeur de référence	Evolution	Année	Valeur annuelle	Evolution
Du 01/01/2004 au 31/12/2004	0,4840 €		2004	0,4840 €	
Du 01/01/2005 au 31/12/2005	0,4930 €	1,86%	2005	0,4930 €	1,86%
Du 01/01/2006 au 31/12/2006	0,5020 €	1,83%	2006	0,5020 €	1,83%
Du 01/01/2007 au 31/12/2007	0,5120 €	1,99%	2007	0,5120 €	1,99%
Du 01/01/2008 au 31/08/2008	0,5180 €	1,17%			
Du 01/09/2008 au 31/12/2008	0,5220 €	0,77%	2008	0,5193 €	1,43%
Du 01/01/2009 au 31/03/2009	0,5220 €	0,00%			
Du 01/04/2009 au 31/03/2010	0,5272 €	1,00%	2009	0,5259 €	1,26%
Du 01/04/2010 au 31/03/2011	0,5320 €	0,91%	2010	0,5308 €	0,93%
Du 01/04/2011 au 31/03/2012	0,5432 €	2,11%	2011	0,5404 €	1,81%
Du 01/04/2012 au 31/03/2013	0,5547 €	2,12%	2012	0,5518 €	2,11%
Du 01/04/2013 au 30/09/2014	0,5620 €	1,32%	2013	0,5602 €	1,52%
Du 01/10/2014 au 30/09/2015	0,5620 €	0,00%	2014	0,5620 €	0,32%
Du 01/10/2015 au 30/09/2016	0,5626 €	0,11%	2015	0,5622 €	0,04%
Du 01/10/2016 au 30/09/2017	0,5626 €	0,00%	2016	0,5626 €	0,07%
Du 01/10/2017 au 31/12/2018	0,5672 €	0,82%	2017	0,5638 €	0,21%
Du 01/01/2019 au 31/12/2019	0,5690 €	0,32%	2018	0,5672 €	0,60%
Du 01/01/2020 au 31/12/2020	0,5708 €	0,32%	2019	0,5690 €	0,32%
Du 01/01/2021 au 31/12/2021	0,5731 €	0,40%	2020	0,5708 €	0,32%
Du 01/01/2022 au 31/12/2022	0,5795 €	1,12%	2021	0,5731 €	0,40%
A partir du 01/01/2023	0,6076 €	4,85%	2022	0,5795 €	1,12%

Ventilation des prestations du régime de base émises en 2021

Régime de base (en K€)	Titulaires	Titulaires L. 643-1	Conjoints coexistants	Conjoints survivants	Conjoints collaborateurs	Total
CPRN	38 521	-	-	3 983	4 033	46 536
CAVOM	20 564	-	-	2 354	2 385	25 303
CARMF	554 331	25	-	38 890	43 585	636 831
CARCDSF	166 622	1	-	13 593	14 019	194 236
CAVP	151 414	-	-	7 479	8 412	167 305
CARPIMKO	361 850	223	-	9 424	10 097	381 593
CARPV	27 831	-	85	4 370	4 370	36 657
CAVAMAC	86 576	20	-	16 634	17 281	120 510
CAVEC	67 305	3	-	5 565	5 741	78 615
CIPAV	265 946	91	-	19 227	19 545	304 809
	1 740 959	363	85	121 520	129 468	1 992 396

Pensions moyennes

Exercice	Titulaires (y compris L643-1)	Conjoints survivants	Exercice	Titulaires (y compris L643-1)	Conjoints survivants
1990	3 166,67 €	2 035,65 €	2006	4 017,77 €	2 538,22 €
1991	3 252,80 €	2 022,39 €	2007	4 130,33 €	2 460,72 €
1992	3 336,04 €	2 110,81 €	2008	4 160,43 €	2 623,83 €
1993	3 413,18 €	2 104,10 €	2009	4 222,09 €	2 286,47 €
1994	3 467,45 €	2 129,26 €	2010	4 247,01 €	2 436,73 €
1995	3 507,85 €	2 143,74 €	2011	4 404,52 €	2 457,77 €
1996	3 572,80 €	2 177,73 €	2012	4 533,30 €	2 489,41 €
1997	3 597,03 €	2 185,20 €	2013	4 585,92 €	2 509,07 €
1998	3 622,34 €	2 189,02 €	2014	4 636,40 €	2 505,80 €
1999	3 638,96 €	2 217,52 €	2015	4 635,02 €	2 473,42 €
2000	3 644,90 €	2 216,30 €	2016	4 642,32 €	2 478,21 €
2001	3 709,75 €	2 262,59 €	2017	4 643,16 €	2 431,57 €
2002	3 763,92 €	2 277,89 €	2018	4 643,16 €	2 446,49 €
2003	3 809,38 €	2 313,45 €	2019	4 633,11 €	2 431,00 €
2004	3 874,91 €	2 363,15 €	2020	4 609,61 €	2 537,39 €
2005	3 936,36 €	2 471,59 €	2021	4 577,70 €	2 443,05 €

Pensions moyennes exercice 2021	Titulaires (y compris L643-1)			Conjoints survivants		
	Prestations	Effectifs	Pensions moyennes	Prestations	Effectifs	Pensions moyennes
CPRN	38 517 674,22 €	5 403	7 128,94 €	3 983 109,60 €	1 295	3 075,76 €
CAVOM	20 564 192,36 €	3 106	6 620,80 €	2 345 266,37 €	716	3 275,51 €
CARMF	554 340 340,35 €	81 220	6 825,17 €	38 886 183,56 €	12 814	3 034,66 €
CARCDSF	166 447 735,40 €	23 333	7 133,58 €	13 553 848,79 €	4 011	3 379,17 €
CAVP	151 413 720,94 €	25 520	5 933,14 €	7 477 647,98 €	2 405	3 109,21 €
CARPIMKO	362 000 031,14 €	71 787	5 042,70 €	9 416 741,11 €	3 096	3 041,58 €
CARPV	27 913 578,97 €	4 108	6 794,93 €	4 370 360,83 €	1 277	3 422,37 €
CAVAMAC	86 561 968,60 €	26 503	3 266,12 €	16 633 701,32 €	9 775	1 701,66 €
CAVEC	67 303 860,90 €	10 984	6 127,45 €	5 562 510,60 €	2 018	2 756,45 €
CIPAV	265 018 683,83 €	128 157	2 067,92 €	19 168 451,52 €	12 284	1 560,44 €
	1 740 081 786,71 €	380 121	4 577,70 €	121 397 821,68 €	49 691	2 443,05 €

L'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)

Date d'effet	Allocation annuelle en €	Evolution en %	Moyenne annuelle en €	Evolution en %	Date d'effet	Allocation annuelle en €	Evolution en %	Moyenne annuelle en €	Evolution en %
10/1951	42,99	17,15			01/1987	2 053,49	0,53	2 008,90	2,83
01/1954	47,56	14,64	38,87		07/1987	2 073,31	1,81		
01/1956	52,32	10,63	* 47,56		01/1988	2 126,66	0,97	2 063,40	2,71
04/1962	91,47	10,01	52,32		07/1988	2 154,10	2,57		
07/1963	106,71	74,83	81,68	56,12	01/1989	2 181,55	1,29	2 140,38	3,73
01/1964	137,20	16,66	99,09	21,31	07/1989	2 208,99	1,27		
11/1964	152,45	28,57			01/1990	2 256,25	1,26	2 195,27	2,56
07/1965	167,69	11,12	139,74	41,02	07/1990	2 285,21	2,14		
01/1966	175,32	10,00	160,07	14,55	01/1991	2 324,09	1,28	2 270,73	3,44
07/1966	190,56	4,55			07/1991	2 342,38	1,70		
01/1967	198,18	8,69	182,94	14,29	01/1992	2 366,01	0,79	2 333,24	2,75
10/1967	213,43	4,00			07/1992	2 408,69	1,01		
01/1968	221,05	7,70	201,99	10,41	01/1993	2 440,71	1,80	2 387,35	2,32
07/1968	236,30	3,57			01/1994	2 489,64	1,33	2 440,71	2,24
10/1969	251,54	6,90	228,68	13,21	01/1995	2 519,52	2,00	2 489,64	2,00
10/1970	266,79	6,45	240,11	5,00	07/1995	2 532,18	1,20		
10/1971	282,03	6,06	255,35	6,35	01/1996	2 582,94	0,50	2 525,85	1,45
10/1972	320,14	5,71	270,60	5,97	01/1997	2 614,04	2,00	2 582,94	2,26
07/1973	343,01	13,51	291,56	7,74	01/1998	2 642,86	1,20	2 614,04	1,20
01/1974	373,50	7,14	331,58	13,73	01/1999	2 674,72	1,10	2 642,86	1,10
07/1974	457,35	8,89			01/2000	2 688,13	1,21	2 674,72	1,21
01/1975	495,46	22,45	415,43	25,29	01/2001	2 747,28	0,50	2 688,13	0,50
04/1975	533,57	8,33			01/2002	2 807,72	2,20	2 747,28	2,20
01/1976	571,68	7,69	524,04	26,15	01/2003	2 849,84	2,20	2 807,72	2,20
07/1976	609,80	7,14			01/2004	2 898,28	1,50	2 849,84	1,50
01/1977	655,53	6,67	590,74	12,73	01/2005	2 956,24	1,70	2 898,28	1,70
07/1977	724,13	7,50			01/2006	3 009,45	2,00	2 956,24	2,00
12/1977	800,36	10,46			01/2007	3 063,62	1,80	3 009,45	1,80
07/1978	884,20	10,53	696,18	17,85	01/2008	3 097,31	1,80	3 063,62	1,80
01/1979	975,67	10,48	842,28	20,99	09/2008	3 122,08	1,10		
07/1979	1 067,14	10,34			04/2009	3 153,30	0,80	3 105,57	1,37
12/1979	1 128,12	9,38			04/2010	3 181,67	1,00	3 145,50	1,29
06/1980	1 204,35	5,71	1 026,49	21,87	04/2011	3 248,48	0,90	3 174,58	0,92
01/1981	1 295,82	6,76	1 172,59	14,23	04/2012	3 316,69	2,10	3 231,78	1,80
07/1981	1 433,02	7,59			04/2013	3 359,80	2,10	3 299,64	2,10
01/1982	1 539,74	10,59	1 364,42	16,36	04/2014	3 379,95	1,30	3 349,02	1,50
07/1982	1 661,69	7,45			04/2015	3 379,95	0,60	3 374,91	0,77
01/1983	1 722,67	7,92	1 600,72	17,32	04/2016	3 383,32	0,00	3 379,95	0,15
07/1983	1 791,28	3,67			04/2017	3 393,46	0,30	3 390,93	0,32
01/1984	1 823,29	3,98	1 756,98	9,76	04/2018	3 427,39	1,00	3 418,91	0,83
07/1984	1 862,93	1,79			01/2019	3 478,80	1,50	3 465,95	1,38
01/1985	1 926,96	2,17	1 843,11	4,90	01/2020	3 513,58	1,00	3 513,58	1,37
07/1985	1 980,31	3,44			01/2021	3 527,63	0,40	3 527,63	0,40
01/1986	2 006,23	2,77	1 953,64	6,00	01/2022	3 566,43	1,10	3 566,43	1,10
10/1986	2 016,90	1,31			01/2023	3 738,75	4,83	3 738,75	4,83

ASSURANCE VIEillesse DE BASE COTISATIONS

Principe

Principaux textes applicables : L. 131-6, L. 131-6-1, L. 131-6-2, L. 133-6-2, L. 242-12-1, L. 642-1, L. 642-2-1, D. 131-1, D. 131-2, D. 131-3, D. 642-1, D. 642-3, D. 642-4, D. 642-6, D. 643-3 du CSS.

Depuis le 1^{er} janvier 2004 (loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites), la cotisation est entièrement proportionnelle aux revenus non salariés. Ces revenus sont divisés en deux tranches, appelées T1 (0 à PASS) et T2 (0 à 5 PASS), et chaque tranche est affectée d'un taux de cotisation.

La cotisation est due pour l'année en cours, calculée, à titre provisionnel, en pourcentage du revenu de l'avant-dernière année et régularisée lorsque le revenu de l'année en cours est connu.

Taux de cotisation 2021	Cotisation maximum		Nombre de points maximum	
	à PASS (41 136 €)	à 5 PASS (205 680 €)	à PASS (41 136 €)	à 5 PASS (205 680 €)
0 à PASS : 8,23%	3 385 €	3 385 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	769 €	3 846 €	5	25
	4 154 €	7 231 €	530	550
Taux de cotisation 2022	à PASS (41 136 €)	à 5 PASS (205 680 €)	à PASS (41 136 €)	à 5 PASS (205 680 €)
0 à PASS : 8,23%	3 385 €	3 385 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	769 €	3 846 €	5	25
	4 154 €	7 231 €	530	550
Taux de cotisation 2023	à PASS (43 992 €)	à 5 PASS (219 960 €)	à PASS (43 992 €)	à 5 PASS (219 960 €)
0 à PASS : 8,23%	3 621 €	3 621 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	823 €	4 113 €	5	25
	4 443 €	7 734 €	530	550

La cotisation est exigible annuellement et d'avance. Elle est due à compter du premier jour du trimestre civil qui suit le début d'activité et jusqu'au dernier jour du trimestre civil au cours duquel la radiation intervient.

Le non-paiement de la cotisation aux échéances fixées entraîne l'application de majorations de retard.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, une cotisation sur un revenu supérieur ou égal à 600 heures de SMIC, soit 6 342 € au 1^{er} janvier 2022, permet de valider quatre trimestres.

Début d'exercice (L. 131-6-2)

La cotisation des deux premières années civiles d'activité est calculée à titre provisionnel sur une base forfaitaire : 19% du plafond annuel de la sécurité sociale (soit 7 816 € en 2022) la 1^{ère} année et la 2^{ème} année (si le professionnel est affilié durant 4 trimestres).

En cas de période d'affiliation inférieure à une année, les plafonds servant au calcul des cotisations provisionnelles sont réduits au prorata de la durée d'affiliation.

Toutefois, sur demande de l'adhérent, aucune cotisation n'est appelée pendant les douze premiers mois. Le paiement est alors reporté jusqu'au calcul définitif des cotisations.

Les cotisations définitives peuvent être étalées sur 5 ans maximum sans majoration de retard.

Ne sont assimilées à un début d'activité ni la modification des conditions d'exercice de l'activité professionnelle, ni la reprise d'activité intervenue, soit dans l'année au cours de laquelle est survenue la cessation d'activité, soit dans l'année suivante

Cotisation minimale (D. 642-4)

Une cotisation minimale est appelée sur un revenu correspondant à 11,5% du PASS depuis le 1^{er} janvier 2017 (5,25% de 2012 à 2014, 7,7% en 2015, 11,5% en 2016). Remarque : la cotisation minimale n'est pas proratisée en cas de période d'affiliation inférieure à une année.

La cotisation minimale n'est toutefois appliquée ni aux professionnels dont l'activité libérale est accessoire, ni aux professionnels titulaires d'une pension de retraite ou d'invalidité ; la cotisation est alors appelée au premier euro (disposition supprimée à compter du 1^{er} janvier 2016, date à compter de laquelle seuls les bénéficiaires de la prime d'activité sont dispensés de cotisation minimale).

2022		Cotisation	Nombre de points	Nombre de trimestres
Cotisation minimale		11,5% PASS (4 731 €)	11,5% PASS (4 731 €)	11,5% PASS (4 731 €)
0 à 11,5% PASS :	8,23%	389 €	60,37	3
0 à 11,5% PASS :	1,87%	88 €	0,57	
		478 €	60,94	3
Cotisation provisionnelle 1ère année		19% PASS (7 816 €)	19% PASS (7 816 €)	19% PASS (7 816 €)
0 à 19% PASS :	8,23%	643 €	99,75	4
0 à 19% PASS :	1,87%	146 €	0,19	
		789 €	99,94	4
Cotisation provisionnelle 2ème année		19% PASS N-1 (7 816 €)	19% PASS N-1 (7 816 €)	19% PASS N-1 (7 816 €)
0 à 19% PASS :	8,23%	643 €	99,75	4
0 à 19% PASS :	1,87%	146 €	0,19	
		789 €	99,94	4

Définition du revenu (L. 131-6)

L'assiette de la cotisation proportionnelle est constituée de l'ensemble des revenus d'activité retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Il ne doit pas être tenu compte des plus ou moins values professionnelles nettes à long terme, des déficits des années antérieures, du coefficient multiplicateur mentionné au 7^o de l'article 158 du code général des impôts, des déductions pour investissements dans les DOM-TOM, des amortissements réputés différés en période déficitaire, des allègements fiscaux admis pour certains créateurs d'entreprise, ni des primes facultatives versées en matière de retraite et de prévoyance.

L'assiette des cotisations des associés et dirigeants de sociétés d'exercice libéral (SEL) est soumise à des règles spécifiques.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, à la demande de l'assuré, l'assiette des cotisations peut, dans tous les cas, porter sur les revenus estimés. Lorsque le revenu définitif est supérieur, au titre de la même période, de plus d'un tiers au revenu estimé par le professionnel libéral, une majoration est appliquée sur l'insuffisance du versement des acomptes provisionnels, sauf si les éléments en la possession du cotisant, au moment de sa demande, justifiaient son estimation.

Le taux de cette majoration est de 5% lorsque le revenu définitif est inférieur ou égal à 1,5 fois le revenu estimé et de 10% lorsqu'il est supérieur à 1,5 fois le revenu estimé.

En 2015, les professionnels libéraux ont l'obligation de dématérialiser la déclaration de leurs revenus et le paiement de leurs cotisations et contributions sociales (L. 133-6-7-2) lorsque leurs revenus sont supérieurs à 50% du PASS (20% du PASS en 2016, D. 133-17). Le seuil est réduit prorata temporis en cas de période d'affiliation inférieure à une année.

Une majoration de 0,2% du montant des cotisations dues à l'organisme est applicable en cas de non-respect des obligations de dématérialisation (D. 133-17-1).

Exonérations (L.642-3 du CSS et statuts de la CNAVPL)

Sont exonérées du paiement des cotisations, les personnes reconnues atteintes d'une incapacité d'exercice de leur profession, soit pour une durée continue de six mois, soit pour une durée au moins égale à six mois au cours de la même année.

Régime de base au 30.06.2022	Invalides 100% en exercice	Malades
CPRN	0	0
CAVOM	0	13
CARMF	1	967
CARCDSF	0	244
CAVP	0	33
CARPIMKO	240	3 797
CARPV	0	24
CAVAMAC	0	0
CAVEC	0	0
CIPAV - PL	5	156
CIPAV - ME	0	0
	246	5 234

Dispositif d'exonération des cotisations

Les créateurs et repreneurs d'entreprise bénéficient d'un dispositif d'exonération de cotisations. Depuis le 1^{er} janvier 2021, ce dispositif connaît des restrictions pour les micro-entrepreneurs. Ces restrictions sont les suivantes :

- Les micro-entrepreneurs doivent appartenir aux catégories mentionnées à l'article L. 5141-1 du code du travail bénéficiant d'une aide au retour à l'emploi (demandeurs d'emploi indemnisé ou indemnisable par un régime d'assurance chômage, demandeur d'emploi non indemnisé inscrit depuis plus de 6 mois à Pôle emploi ces 18 derniers mois, allocataires du RSA, de l'allocation de solidarité spécifique, avoir entre 18 et 25 ans révolus, etc.)
- Les micro-entrepreneurs doivent formuler une demande auprès de l'Urssaf. Cette obligation ne concerne pas les professionnels libéraux classiques.

Cotisations concernées par les exonérations

- Les cotisations d'assurance vieillesse de base et d'invalidité-décès ainsi que d'autres cotisations sociales obligatoires : cotisations d'assurance maladie, maternité, veuvage et allocations familiales.
- Restent notamment dues les cotisations relatives à la retraite complémentaire, à la contribution sociale généralisée (CSG) et à la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), au risque accident du travail et à la formation professionnelle continue.

Personnes visées par le dispositif

- Les créateurs et repreneurs d'entreprises ayant un revenu annuel net inférieur à 1 PASS au titre de leur 1^{ère} année d'activité soit à titre indépendant, en tant que travailleurs non-salariés agricoles ou non agricoles, soit sous la forme d'une société, agricole ou non, à condition d'en exercer effectivement le contrôle.
- Une personne ne peut bénéficier de l'exonération pendant une période de trois ans à compter de la date à laquelle elle a cessé d'en bénéficier au titre d'une activité antérieure.

Durée de l'exonération

- Elle est limitée à 12 mois, pour tous les créateurs d'entreprise, micro-entrepreneurs ou non. Aucune prolongation n'est possible.

Taux d'exonération

- L'exonération est totale lorsque les revenus nets d'activité indépendante sont inférieurs ou égaux aux trois quarts du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS) (soit 30 852 € en 2022) ;
- L'exonération est dégressive lorsque ces revenus sont supérieurs à 75 % et inférieurs à 100 % du PASS (soit des revenus supérieurs à 30 852 € mais inférieurs à 41 136 € en 2022) ;
- L'exonération est nulle lorsque les mêmes revenus sont au moins égaux au PASS (soit au moins égaux à 41 136 € en 2022).

Rachats

Au-delà d'un certain âge, et selon un barème fixé par arrêté, il est possible de racheter des trimestres, dans la limite de 12, et éventuellement des points au titre :

- Des années civiles d'activité professionnelle ayant donné lieu à versement de cotisations, mais n'ayant pas permis la validation de 4 trimestres.
- Des périodes d'études n'ayant pas fait l'objet d'une affiliation à un régime d'assurance vieillesse lorsque le régime des professions libérales a été le premier régime d'accueil après lesdites études, sachant que ces périodes d'études doivent avoir donné lieu à l'obtention d'un diplôme, l'admission dans les grandes écoles et classes du second degré préparatoires à ces écoles étant assimilée à l'obtention d'un diplôme. Si le régime des professions libérales n'est pas le premier régime d'affiliation après les études, le rachat pourra néanmoins avoir lieu, mais auprès du premier régime d'accueil.

L'assuré dont la pension prend effet à partir du 1^{er} janvier 2011 et qui a bénéficié, avant le 1^{er} janvier 2004, d'une dispense de cotisation au titre de ses deux premières années d'affiliation pouvait racheter les périodes correspondantes dans la limite maximale de huit trimestres. La demande devait être effectuée avant le 1^{er} janvier 2016. Le coût du rachat est fonction du revenu.

Cas particuliers

Les cotisations des correspondants locaux de presse sont facultatives pour un revenu d'activité N-2 inférieur à 15% du plafond de la sécurité sociale et réduites de moitié si ce revenu est compris entre 15% et 25% du plafond de la sécurité sociale (art. 10 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social).

Les affiliés qui exercent leur activité en étant atteint d'une invalidité les obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne selon le guide-barème annexé au décret n° 93-1216 du 4 novembre 1993, bénéficient, au titre de chaque année civile concernée, de 200 points supplémentaires (L. 643-1 et D. 643-1).

Les affiliées bénéficient de 100 points supplémentaires au titre du trimestre au cours duquel survient l'accouchement, dans la limite de 550 points au total (L. 643-1 et D. 643-1).

Ont la possibilité d'adhérer à l'assurance volontaire (L. 742-6, D. 742-36, D. 742-41) :

- Les personnes ayant été à la charge d'un régime obligatoire français d'assurance maladie pendant 5 ans, **exerçant une activité libérale et résidant hors du territoire français**. Ils cotisent pour les risques vieillesse (base et complémentaire) et invalidité-décès (D. 763-3). Le revenu soumis à cotisation est celui perçu à l'étranger communiqué à la caisse. La demande est à présenter dans les 2 ans à compter du 1er jour d'exercice.
- Les assurés qui ont cessé leur activité libérale, **n'exercent plus aucune activité professionnelle** relevant d'un régime légal d'assurance vieillesse et qui ne peuvent prétendre aux prestations de vieillesse en raison de leur âge. Ils cotisent aux régimes de base et complémentaire. Le revenu soumis à cotisations est celui de la dernière année civile d'activité entière, revalorisé comme le plafond de la sécurité sociale de l'année en cours. La demande est à présenter dans les 6 mois qui suivent la date d'effet de la radiation.
- **Les anciens conjoints collaborateurs**. Les cotisations sont assises sur les revenus ayant servi de base au calcul des cotisations dues au titre de la dernière année civile d'activité entière ou, à défaut, de la dernière année civile d'activité, revalorisés comme le plafond de la sécurité sociale de l'année en cours. La demande est à présenter dans les 6 mois qui suivent la date d'effet de la radiation.

Bénéficiaire du statut de micro-entrepreneur

La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie a créé le statut de l'auto-entrepreneur (appelé micro-entrepreneur depuis 2016).

Les professionnels libéraux relevant de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV), selon le périmètre des professions de la CIPAV défini par loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018, peuvent exercer leur activité en tant que micro-entrepreneurs et bénéficier du régime micro-social simplifié à certaines conditions. Le professionnel libéral doit relever du régime fiscal de la micro-entreprise, être en franchise de TVA et son chiffre d'affaires doit être inférieur à 72 600 € HT en 2022.

Dans le cadre du régime micro-social simplifié, les cotisations et contributions sociales du professionnel libéral sont calculées par l'Urssaf, mensuellement ou trimestriellement, en appliquant un taux forfaitaire sur le chiffre d'affaires réalisé et non sur le revenu (BNC) net. Ce taux est de 22 % au 1^{er} janvier 2022. Il est de 24,20 % si le professionnel opte pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu.

Le taux de 22 % comprend les cotisations d'assurance maladie et maternité, les cotisations d'allocations familiales, la CSG et la CRDS, la cotisation d'assurance vieillesse de base, la cotisation d'assurance vieillesse complémentaire et la cotisation d'assurance invalidité-décès. Par ailleurs, pour le professionnel qui bénéficie de l'exonération des créateurs d'entreprise, le cumul de cette exonération et du régime micro-social simplifié se traduit par l'application d'un taux spécifique de 12,10% pour une période de douze mois.

La CIPAV est compétente pour calculer les droits et verser les prestations du micro-entrepreneur.

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux de cotisation	23,30%	22,90%	22,90%	22,50%	22,00%	22,00%	22,00%	22,00%	21,20%

Assurance vieillesse des conjoints collaborateurs

Est considéré comme conjoint collaborateur le conjoint du chef d'entreprise (personne mariée ou liée à lui par un PACS) qui exerce une activité professionnelle régulière dans l'entreprise sans percevoir de rémunération et sans avoir la qualité d'associé au sens de l'article 1382 du Code civil (art. 12 loi n°2005-882 du 2 août 2005 ; décret n°2006-966 du 1er août 2006).

Mais les personnes qui exercent à l'extérieur de l'entreprise une activité salariée d'une durée au moins égale à la moitié de la durée légale du travail, ou une activité non salariée, sont présumées ne pas exercer dans l'entreprise une activité professionnelle de manière régulière et donc ne pas remplir les conditions pour être considérées comme conjoint collaborateur. Il ne s'agit que d'une présomption simple. Par ailleurs, en ce qui concerne les sociétés, le statut de conjoint collaborateur n'est autorisé qu'au conjoint du gérant associé unique ou du gérant associé majoritaire d'une société à responsabilité limitée ou une société d'exercice libéral à responsabilité limitée.

Les conjoints collaborateurs des professionnels libéraux sont affiliés obligatoirement au régime d'assurance vieillesse de base des professionnels libéraux et aux régimes complémentaires d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès de la section à laquelle adhère le professionnel libéral.

Dans le régime de base, les cotisations sont calculées soit sur un revenu forfaitaire, soit sur un pourcentage (25% ou 50%) du revenu du professionnel libéral, soit avec l'accord de ce dernier, sur une fraction (quart ou moitié) de son revenu professionnel (l'assiette de cotisation étant alors partagée entre eux). Le choix est exprimé par le conjoint collaborateur pour 3 ans.

S'il est prouvé que la personne exerce son activité dans le cadre d'un lien de subordination, elle sera considérée comme salariée.

De plus, l'activité exercée doit relever du champ de compétence des sections professionnelles de la CNAVPL. Or, les modalités d'exercice de certaines activités peuvent être appréhendées comme du salariat et des activités peuvent avoir un contenu qui ne permet pas de les qualifier avec certitude de profession libérale, commerciale ou artisanale.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2020, le conjoint collaborateur du professionnel libéral pouvait demander le rachat de périodes d'activité au cours desquelles il avait participé directement et effectivement à l'activité de l'entreprise, dans la limite de six années. Le décret n° 2012-1034 du 7 septembre 2012 précisait les conditions de ce rachat. Ce dispositif est désormais fermé.

Dans les régimes complémentaires d'assurance vieillesse, la cotisation du conjoint ou pacsé collaborateur est égale au quart ou à la moitié de celle du professionnel libéral.

Dans la plupart des régimes complémentaires d'assurance invalidité-décès, la cotisation du conjoint ou pacsé collaborateur est égale au quart ou à la moitié de la cotisation du professionnel libéral (décret n°2011-699 du 20 juin 2011).

Remarque : les conjoints collaborateurs ne remplissant plus les conditions de l'affiliation obligatoire (par exemple en cas de séparation ou de cessation d'activité professionnelle) peuvent désormais cotiser, sous certaines conditions, notamment de délais, de façon volontaire (décret n° 2015-769 du 29 juin 2015 d'application de l'article L. 742-6 modifié par l'article 32 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014).

Le collaborateur libéral

Est collaborateur libéral le membre non salarié d'une profession libérale qui, dans le cadre d'un contrat de collaboration libérale, exerce auprès d'un autre professionnel, personne physique ou morale, la même profession (article 18 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005).

Le collaborateur libéral exerce son activité professionnelle en toute indépendance, sans lien de subordination. Il peut compléter sa formation et peut se constituer une clientèle personnelle.

Ce statut n'est pas ouvert à toutes les professions libérales :

- Il est réservé aux professions libérales soumises à statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- Il ne concerne pas les professions d'officiers publics ou ministériels, les commissaires aux comptes et les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises.

Le collaborateur libéral relève du statut social et fiscal du professionnel libéral.

Encaissement de cotisations 2021

Régime de base	Cotisations exigibles pour 2021	Cotisations encaissées au 31.12.2021	Taux d'encaissement	
			2021	2020
CPRN	64 285 099,00 €	63 951 245,00 €	99,48	98,98
CAVOM	20 850 237,00 €	18 376 754,00 €	88,14	94,80
CARMF	524 655 765,00 €	506 212 552,00 €	96,48	92,02
CARCSF	204 617 360,06 €	200 214 549,32 €	97,85	98,65
CAVP	128 992 118,00 €	127 323 336,87 €	98,71	97,43
CARPIMKO	825 962 093,38 €	743 798 930,69 €	90,05	91,94
CARPV	48 377 530,00 €	47 871 942,00 €	98,95	99,04
CAVAMAC	54 367 966,30 €	53 125 558,82 €	97,71	97,67
CAVEC	58 939 984,00 €	57 127 072,00 €	96,92	93,21
CIPAV	639 965 457,33 €	567 665 582,83 €	88,70	82,26
	2 571 013 610,07 €	2 385 667 523,53 €	92,79	90,64

Compensation nationale

Prévue à l'article 2 de la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974, puis à l'article 7 de la loi du 21 août 2003, (article L.134-1 et L.134-2 du CSS), la compensation démographique généralisée dite « nationale » entre les régimes de base obligatoires de sécurité sociale est régie par les articles D.134-2 à D.134-9 du CSS.

La compensation nationale est calculée en fonction :

1° Du nombre des cotisants actifs et du nombre de retraités de droit direct de 65 ans et plus de chaque régime.

Ne sont pas considérés comme des cotisants actifs (D. 134-4) :

- les étudiants et les invalides de guerre ;
- les assurés volontaires ;
- les assujettis exonérés ou dispensés totalement du versement des cotisations.

Sont néanmoins considérés cotisants actifs les effectifs dont les cotisations sont prises en charge par le FSV.

2° D'une prestation de référence qui a été celle du régime des exploitants agricoles jusqu'en 1991 et de 1995 à 1997, ORGANIC de 1992 à 1994, en 1998, de 2000 à 2006, puis de la CNRSI- AVIC de 2007 à 2017 (l'ORGANIC a été fusionné au sein du RSI en 2006) et de la CAVIMAC en 1999.

Prestation et cotisation de référence

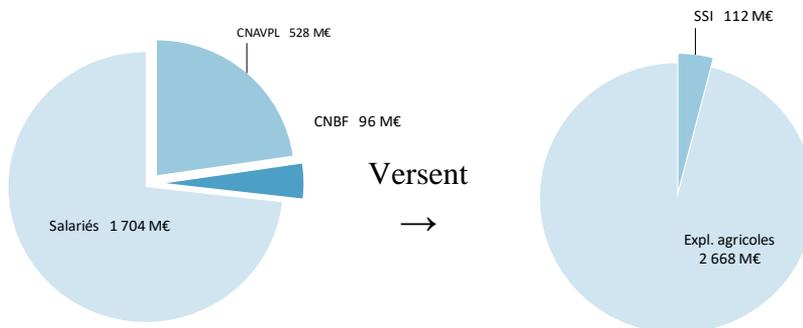
Exercice	Prestation de référence	Cotisation de référence	Exercice	Prestation de référence	Cotisation de référence
1978	913,15 €	335,76 €	2000	3 045,32 €	1 757,76 €
1979	1 107,09 €	422,57 €	2001	3 110,00 €	1 796,00 €
1980	1 291,66 €	491,31 €	2002	3 163,00 €	1 806,00 €
1981	1 495,34 €	577,58 €	2003	3 110,00 €	1 593,00 €
1982	1 778,90 €	692,10 €	2004	3 144,00 €	1 623,00 €
1983	1 981,25 €	770,81 €	2005	3 189,00 €	1 665,00 €
1984	2 139,93 €	831,44 €	2006	3 230,00 €	1 704,00 €
1985	2 262,34 €	905,18 €	2007	3 260,00 €	1 734,00 €
1986	2 342,08 €	977,72 €	2008	3 272,00 €	1 723,00 €
1987	2 478,07 €	1 068,26 €	2009	3 311,00 €	1 764,00 €
1988	2 559,16 €	1 135,90 €	2010	3 328,00 €	1 773,00 €
1989	2 617,24 €	1 195,66 €	2011	3 313,00 €	1 789,00 €
1990	2 736,15 €	1 268,53 €	2012	3 361,00 €	1 871,00 €
1991	2 764,14 €	1 332,36 €	2013	3 378,00 €	1 931,00 €
1992	2 667,86 €	1 305,11 €	2014	3 352,00 €	1 974,00 €
1993	2 744,86 €	1 413,51 €	2015	3 309,39 €	1 950,59 €
1994	2 807,79 €	1 493,53 €	2016	3 257,00 €	1 951,00 €
1995	2 862,06 €	1 551,60 €	2017	3 246,00 €	1 926,00 €
1996	2 892,58 €	1 621,87 €	2018	3 265,00 €	1 948,00 €
1997	2 947,70 €	1 688,95 €	2019	3 275,00 €	1 961,00 €
1998	2 984,79 €	1 727,08 €	2020	3 308,00 €	2 032,00 €
1999	2 998,37 €	1 736,96 €	2021	3 322,00 €	2 184,00 €

Compensation nationale 2021

En 2021, 17 régimes ont participé à la compensation nationale, totalisant 33 212 346 cotisants actifs et 19 692 499 retraités de droit direct.

Pour verser la prestation de référence de 3 322 € à ces retraités, la cotisation de référence a été fixée à 2 184 €.

La CNAVPL avait, en 2021, 855 161 cotisants compensables et 348 036 retraités compensables. Compte tenu de la prestation et de la cotisation de référence, la CNAVPL a versé 528 173 246 €.



Régimes	Actifs cotisants	Retraités ≥ 65 ans droits directs	Rapport
CNBF	71 258	13 395	5,32
CNAVPL	855 161	348 036	2,46
CNRACL	2 206 638	920 664	2,40
Régime général	24 071 505	12 146 584	1,98
RATP	42 444	22 853	1,86
Fonctionnaires militaires	311 569	177 072	1,76
CNIEG	131 767	97 373	1,35
Fonctionnaires civils	1 575 404	1 355 060	1,16
SSI	2 447 941	1 485 246	1,65
CPRPSNCF	123 985	120 394	1,03
CRPCEN	60 703	57 842	1,05
Banque de France	7 855	11 709	0,67
ENIM	26 697	46 583	0,57
Ouvriers Etat	20 029	54 850	0,37
Salariés agricoles	821 500	1 679 951	0,49
Exploitants agricoles	436 863	1 062 308	0,41
CANSSM	1 027	92 579	0,01
	33 212 346	19 692 499	1,69

**Tableau récapitulatif des transferts de compensation vieillesse
entre les salariés et les non salariés**

en euros

Ex.	Salariés	Exploitants agricoles	Commerçants	Artisans	CAVAVPL	CAVIMAC	CNBF
1978	1 078 043 671	(786 420 936)	(245 139 168)	(79 193 399)	32 709 832	-	-
1979	1 337 897 037	(954 240 844)	(296 293 315)	(88 640 647)	42 311 605	(41 033 835)	-
1980	1 599 098 046	(1 143 511 888)	(350 471 007)	(104 818 307)	51 985 908	(52 282 751)	-
1981	1 796 608 892	(1 294 563 555)	(391 186 039)	(113 743 404)	66 313 967	(63 429 861)	-
1982	2 122 919 189	(1 548 789 640)	(455 178 953)	(127 881 167)	86 139 099	(77 208 528)	-
1983	2 428 708 214	(1 799 389 891)	(498 844 870)	(139 911 911)	95 675 776	(86 237 319)	-
1984	2 640 365 952	(1 976 119 701)	(524 289 341)	(156 796 065)	111 376 183	(94 537 028)	-
1985	2 770 235 692	(2 089 171 015)	(539 910 224)	(167 086 375)	128 394 752	(102 462 831)	-
1986	2 785 920 242	(2 122 442 635)	(544 990 465)	(152 099 345)	144 729 156	(111 116 953)	-
1987	2 896 903 810	(2 256 603 031)	(554 629 013)	(133 249 987)	168 484 247	(120 906 026)	-
1988	3 139 066 866	(2 474 174 741)	(572 821 687)	(150 795 577)	190 574 207	(131 849 067)	-
1989	3 439 635 343	(2 740 878 514)	(605 562 246)	(164 078 229)	212 389 556	(141 505 910)	-
1990	3 686 812 672	(2 972 832 585)	(644 344 893)	(168 531 786)	234 091 783	(150 007 233)	14 812 043
1991	3 790 549 572	(3 086 945 617)	(651 582 703)	(168 800 524)	254 536 271	(154 090 207)	16 333 208
1992	3 828 275 996	(3 106 841 356)	(639 377 052)	(199 455 494)	250 231 949	(150 864 306)	18 030 263
1993	4 020 009 660	(3 302 646 092)	(648 531 094)	(218 835 735)	283 182 315	(156 100 842)	22 921 789
1994	4 189 752 856	(3 506 283 243)	(647 005 119)	(213 174 194)	311 085 349	(160 852 239)	26 476 590
1995	4 341 859 352	(3 643 578 913)	(659 046 432)	(230 057 256)	324 562 581	(164 969 889)	31 230 556
1996	4 404 703 572	(3 720 783 785)	(670 200 511)	(233 726 679)	350 526 691	(165 528 287)	35 008 999
1997	4 530 489 846	(3 827 620 500)	(685 330 264)	(259 086 613)	372 218 118	(169 526 070)	38 855 483
1998	4 678 793 651	(3 945 277 374)	(708 433 874)	(278 307 876)	382 673 290	(171 203 393)	41 755 577
1999	4 748 459 448	(3 981 044 623)	(732 146 024)	(299 898 074)	392 121 102	(171 420 164)	43 928 335
2000	4 823 391 805	(4 047 579 163)	(745 455 389)	(303 422 562)	399 418 190	(173 513 410)	47 160 530
2001	4 958 763 157	(4 134 512 816)	(772 654 727)	(330 409 677)	404 245 828	(176 191 428)	50 759 663
2002	5 134 110 490	(4 227 824 566)	(834 784 945)	(354 332 827)	406 544 295	(177 963 595)	54 251 148
2003	5 426 554 315	(4 257 381 188)	(915 993 366)	(447 336 037)	321 352 840	(176 008 079)	48 811 516
2004	5 362 984 200	(4 276 623 243)	(897 927 007)	(435 838 815)	370 108 465	(175 494 006)	52 790 407
2005	5 319 838 090	(4 273 968 122)	(885 547 419)	(434 487 800)	392 495 568	(175 630 149)	57 299 832
2006	5 132 284 253	(4 235 634 736)	(935 743 139)	(452 474 875)	429 149 894	-	62 418 603
2007	5 028 530 426	(4 185 322 900)	(919 363 876)	(443 538 343)	456 288 590	-	63 406 103
2008	4 916 759 135	(4 108 732 950)	(892 819 222)	(443 040 152)	463 025 316	-	64 807 874
2009	4 833 939 108	(4 001 613 101)	(936 421 492)	(458 723 040)	495 819 825	-	66 998 700
2010	4 575 715 338	(3 908 297 890)	(910 524 539)	(398 210 615)	573 343 612	-	67 974 095
2011	4 365 731 083	(3 783 156 056)	(879 776 586)	(380 807 158)	607 498 489	-	70 510 229
2012	4 434 672 549	(3 723 321 496)	(971 984 073)	(435 201 489)	624 219 908	-	71 614 601
2013	4 390 775 744	(3 623 241 166)	(1 039 833 658)	(457 588 252)	650 642 729	-	79 244 603
2014	4 373 045 223	(3 486 504 285)	(1 123 067 502)	(506 109 951)	658 714 905	-	83 921 610
2015	4 420 758 925	(3 346 396 139)	(1 223 046 459)	(582 562 456)	646 960 376	-	84 285 753
2016	3 932 477 513	(3 178 683 149)	(1 131 003 373)	(465 857 916)	757 076 170	-	85 990 755
2017	3 524 328 367	(3 062 478 389)	(1 450 827 625)	-	902 608 841	-	86 368 806
2018	3 223 782 106	(2 961 193 745)	(1 202 212 774)	-	848 763 043	-	90 861 370
2019	2 808 296 676	(2 857 653 153)	(826 432 132)	-	777 544 219	-	98 244 391
2020	2 452 456 653	(2 756 953 644)	(467 676 756)	-	671 265 174	-	100 908 573
2021	2 156 402 409	(2 668 168 252)	(112 254 570)	-	528 173 246	-	95 847 167

La CNBF, Caisse Nationale des Barreaux Français, est entrée dans le champ de la compensation nationale en 1990, année au cours de laquelle elle a dépassé le seuil de 20 000 affiliés. Cette entrée dans la compensation démographique généralisée a mis fin à la compensation bilatérale entre la CNAVPL et la CNBF.

A compter de 2017, fusion des deux régimes commerçants et artisans du RSI (SSI à compter de 2018).

Compensation nationale

Exercice	Somme à verser	Subvention du Trésor Public	Charge de la CNAVPL
1978	32 709 832 €	32 624 090 €	85 742 €
1979	42 311 605 €	36 651 793 €	5 659 812 €
1980	51 985 908 €	39 331 846 €	12 654 062 €
1981	66 313 967 €	46 390 236 €	19 923 731 €
1982	86 139 099 €	43 069 550 €	43 069 549 €
1983	95 675 776 €	19 866 413 €	75 809 363 €
1984	111 345 694 €	0 €	111 345 694 €
1985	128 394 752 €	0 €	128 394 752 €
1986	144 729 156 €	0 €	144 729 156 €
1987	168 484 247 €	0 €	168 484 247 €
1988	190 574 207 €	0 €	190 574 207 €
1989	212 389 556 €	0 €	212 389 556 €
1990	234 091 783 €	0 €	234 091 783 €
1991	254 536 271 €	0 €	254 536 271 €
1992	250 231 949 €	0 €	250 231 949 €
1993	283 182 315 €	0 €	283 182 315 €
1994	311 085 349 €	0 €	311 085 349 €
1995	324 562 581 €	0 €	324 562 581 €
1996	350 526 691 €	0 €	350 526 691 €
1997	372 218 118 €	0 €	372 218 118 €
1998	382 673 290 €	0 €	382 673 290 €
1999	392 121 102 €	0 €	392 121 102 €
2000	399 418 190 €	0 €	399 418 190 €
2001	404 245 828 €	0 €	404 245 828 €
2002	406 544 295 €	0 €	406 544 295 €
2003	321 352 840 €	0 €	321 352 840 €
2004	370 108 465 €	0 €	370 108 465 €
2005	392 495 568 €	0 €	392 495 568 €
2006	429 149 894 €	0 €	429 149 894 €
2007	456 288 590 €	0 €	456 288 590 €
2008	463 025 316 €	0 €	463 025 316 €
2009	495 819 825 €	0 €	495 819 825 €
2010	573 343 612 €	0 €	573 343 612 €
2011	607 498 489 €	0 €	607 498 489 €
2012	624 219 908 €	0 €	624 219 908 €
2013	650 642 729 €	0 €	650 642 729 €
2014	658 714 905 €	0 €	658 714 905 €
2015	646 960 376 €	0 €	646 960 376 €
2016	757 076 170 €	0 €	757 076 170 €
2017	902 608 841 €	0 €	902 608 841 €
2018	848 763 043 €	0 €	848 763 043 €
2019	777 544 219 €	0 €	777 544 219 €
2020	671 265 174 €	0 €	671 265 174 €
2021	528 173 246 €	0 €	528 173 246 €
* 2022	480 000 000 €	0 €	480 000 000 €
* 2023	408 000 000 €	0 €	408 000 000 €

* Acompte, le cas échéant révisé

Plafond de la sécurité sociale

Exercice	Plafond annuel au 01/01	Plafond annuel moyen	Evolution Plafond annuel moyen	Coefficient
1950	* 402,47 €	* 402,47 €	15,79%	109,3050
...				
1955	* 695,17 €	* 722,61 €	3,95%	60,8793
...				
1960	* 945,18 €	* 1 012,26 €	7,10%	43,4592
...				
1965	1 865,98 €	1 865,98 €	7,37%	23,5758
...				
1970	2 744,08 €	2 744,08 €	10,29%	16,0316
...				
1975	5 030,82 €	5 030,82 €	18,53%	8,7445
...				
1980	9 165,23 €	9 165,23 €	12,08%	4,7999
...				
1985	15 970,56 €	16 272,41 €	7,17%	2,7035
...				
1990	19 757,39 €	19 976,92 €	4,60%	2,2021
...				
1998	25 776,08 €	25 776,08 €	2,70%	1,7067
1999	26 471,25 €	26 471,25 €	2,70%	1,6619
2000	26 892,01 €	26 892,01 €	1,59%	1,6359
2001	27 349,35 €	27 349,35 €	1,59%	1,6085
2002	28 224,00 €	28 224,00 €	3,20%	1,5587
2003	29 184,00 €	29 184,00 €	3,40%	1,5074
2004	29 712,00 €	29 712,00 €	1,81%	1,4806
2005	30 192,00 €	30 192,00 €	1,62%	1,4571
2006	31 068,00 €	31 068,00 €	2,90%	1,4160
2007	32 184,00 €	32 184,00 €	3,59%	1,3669
2008	33 276,00 €	33 276,00 €	3,39%	1,3220
2009	34 308,00 €	34 308,00 €	3,10%	1,2823
2010	34 620,00 €	34 620,00 €	0,91%	1,2707
2011	35 352,00 €	35 352,00 €	2,11%	1,2444
2012	36 372,00 €	36 372,00 €	2,89%	1,2095
2013	37 032,00 €	37 032,00 €	1,81%	1,1879
2014	37 548,00 €	37 548,00 €	1,39%	1,1716
2015	38 040,00 €	38 040,00 €	1,31%	1,1565
2016	38 616,00 €	38 616,00 €	1,51%	1,1392
2017	39 228,00 €	39 228,00 €	1,58%	1,1214
2018	39 732,00 €	39 732,00 €	1,28%	1,1072
2019	40 524,00 €	40 524,00 €	1,99%	1,0856
2020	41 136,00 €	41 136,00 €	1,51%	1,0694
2021	41 136,00 €	41 136,00 €	0,00%	1,0694
2022	41 136,00 €	41 136,00 €	0,00%	1,0694
2023	43 992,00 €	43 992,00 €	6,94%	1,0000

* Anciens francs convertis en euros

Plafond de la sécurité sociale

Exercice	P annuel au 01/01	85% PASS	5 PASS	11,5% PASS	19% PASS	27% PASS
2007	32 184 €	27 356 €	160 920 €			
2008	33 276 €	28 285 €	166 380 €			
2009	34 308 €	29 162 €	171 540 €			
2010	34 620 €	29 427 €	173 100 €			
2011	35 352 €	30 049 €	176 760 €			
2012	36 372 €	30 916 €	181 860 €			
2013	37 032 €	31 477 €	185 160 €	* 1 944 €	7 036 €	** 10 739 €
2014	37 548 €	31 916 €	187 740 €	* 1 971 €	7 134 €	10 138 €
2015	38 040 €	32 334 €	190 200 €	* 1 997 €	7 228 €	10 271 €
2016	38 616 €	32 824 €	193 080 €	* 2 973 €	7 337 €	10 426 €
2017	39 228 €	33 344 €	196 140 €	4 511 €	7 453 €	10 592 €
2018	39 732 €	33 344 €	196 140 €	4 511 €	7 453 €	10 592 €
2019	40 524 €	34 445 €	202 620 €	4 660 €	7 700 €	10 941 €
2020	41 136 €	34 966 €	205 680 €	4 731 €	7 816 €	11 107 €
2021	41 136 €	34 966 €	205 680 €	4 731 €	7 816 €	11 107 €
2022	41 136 €	34 966 €	205 680 €	4 731 €	7 816 €	11 107 €
2023	43 992 €	37 393 €	219 960 €	5 059 €	8 358 €	11 878 €

* Assiette de la cotisation minimale (en % du PASS) : 5,25% de 2012 à 2014, 7,7% en 2015 et 11,5% à partir de 2016 - ** Taux de 29% PASS en 2012

SMIC

Date de parution au JO	En vigueur au 1 ^{er} janvier	Smic horaire brut	Evolution	200 heures de smic	2080 heures de smic	120% du smic annuel
2 juillet 2004	2005	7,61 €	5,84%	1 522,00 €	15 828,80 €	16 620,24 €
30 juin 2005	2006	8,03 €	5,52%	1 606,00 €	16 702,40 €	17 537,52 €
30 juin 2006	2007	8,27 €	2,99%	1 654,00 €	17 201,60 €	18 061,68 €
29 juin 2007	2008	8,44 €	2,06%	1 688,00 €	17 555,20 €	18 432,96 €
28 juin 2008	2009	8,71 €	3,20%	1 742,00 €	18 116,80 €	19 022,64 €
26 juin 2009	01/07/2009	8,82 €	1,26%	1 764,00 €	18 345,60 €	19 262,88 €
19 déc. 2009	02/07/1905	8,86 €	0,45%	1 772,00 €	18 428,80 €	19 350,24 €
18 déc. 2010	2011	9,00 €	1,58%	1 800,00 €	18 720,00 €	19 656,00 €
30 nov. 2011	01/12/2011	9,19 €	2,11%	-	-	-
23 déc. 2011	01/01/2012	9,22 €	1,72%	1 844,00 €	19 177,60 €	20 136,48 €
26 juin 2012	01/07/2012	9,40 €	1,95%	1 880,00 €	19 552,00 €	20 529,60 €
21 déc. 2012	2013	9,43 €	0,32%	1 886,00 €	19 614,40 €	20 595,12 €
20 déc. 2013	2014	9,53 €	1,06%	1 906,00 €	19 822,40 €	20 813,52 €
24 déc. 2014	2015	9,61 €	1,91%	1 922,00 €	19 988,80 €	20 988,24 €
18 déc. 2015	2016	9,67 €	1,47%	1 934,00 €	20 113,60 €	21 119,28 €
21 déc. 2016	2017	9,76 €	0,93%	1 952,00 €	20 300,80 €	21 315,84 €
15 déc. 2017	2018	9,88 €	1,23%	1 976,00 €	20 550,40 €	21 577,92 €
19 déc. 2018	2019	10,03 €	1,52%	2 006,00 €	20 862,40 €	21 905,52 €
18 déc. 2019	2020	10,15 €	1,20%	2 030,00 €	21 112,00 €	22 167,60 €
17 déc. 2020	2021	10,25 €	0,99%	2 050,00 €	21 320,00 €	22 386,00 €
30 sep. 2021	01/10/2021	10,48 €	2,24%	2 096,00 €	21 798,40 €	22 888,32 €
22 déc. 2021	2022	10,57 €	0,86%	2 114,00 €	21 985,60 €	23 084,88 €
19 avr. 2022	01/05/2022	10,85 €	2,65%	2 170,00 €	22 568,00 €	23 696,40 €
29 jui. 2022	01/08/2023	11,07 €	2,03%	2 214,00 €	23 025,60 €	24 176,88 €
23 déc. 2022	2023	11,27 €	1,81%	2 254,00 €	23 441,60 €	24 613,68 €

ASSURANCE VIEillesse DE BASE TABLEAUX DES SECTIONS

Ensemble des sections, conjoints collaborateurs et micro-entrepreneurs

Exercice 2022	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés		Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
CPRN	11 408	5 460	2,09	0	1 281	1,87
CAVOM	4 060	3 073	1,32	0	748	1,18
CARMF	123 879	84 855	1,46	460	12 888	1,36
CARCDSF	45 625	24 126	1,89	102	3 906	1,75
CAVP	28 640	26 636	1,08	37	2 349	1,03
CARPIMKO	240 156	76 061	3,16	16	3 314	3,09
CARPV	11 183	4 263	2,62	0	1 281	2,28
CAVAMAC	11 608	26 092	0,44	157	9 564	0,38
CAVEC	14 629	11 217	1,30	0	1 990	1,20
CIPAV	188 442	127 090	1,48	280	12 307	1,41
Ens. Professions libérales	679 630	388 873	1,75	1 052	49 628	1,64
Micro-entrepreneurs	232 300	13 256	17,52	0	375	17,28
Conjoints collaborateurs	3 266	4 725	0,69	0	21	0,69
Total CNAVPL	915 196	406 854	2,25	1 052	50 024	2,12

Ensemble des sections (historique)

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	103 262	8 824	11,70	4 010	-	10 496	7,34
...							
1970	176 938	36 233	4,88	10 709	-	18 050	3,91
...							
1980	253 571	55 877	4,54	14 575	-	19 960	3,85
...							
1994	393 541	102 206	3,85	4 003	8 438	28 519	3,38
1995	400 894	106 356	3,77	3 484	8 748	29 529	3,31
1996	410 474	110 025	3,73	2 966	9 041	30 612	3,28
1997	418 998	113 913	3,68	2 520	9 255	31 670	3,23
1998	426 509	117 874	3,62	2 064	9 379	32 613	3,18
1999	436 723	121 755	3,59	1 731	9 439	33 431	3,15
2000	444 020	125 499	3,54	1 425	9 418	34 383	3,11
2001	448 663	129 072	3,48	1 150	9 274	35 168	3,06
2002	459 288	133 253	3,45	939	9 015	36 236	3,03
2003	466 913	137 124	3,41	587	8 822	36 809	3,00
2004	502 569	142 622	3,52	448	8 446	37 488	3,11
2005	512 239	148 053	3,46	328	7 985	37 612	3,07
2006	533 665	153 811	3,47	249	7 570	38 717	3,08
2007	554 273	162 518	3,41	186	7 184	40 742	3,03
2008	573 369	174 169	3,29	140	6 777	41 278	2,94
2009	601 000	185 973	3,23	108	6 358	42 498	2,90
2010	650 061	199 342	3,26	75	5 956	43 950	2,94
2011	686 912	212 792	3,23	57	5 513	44 802	2,92
2012	702 037	225 921	3,11	44	5 064	45 438	2,82
2013	729 229	240 710	3,03	28	4 643	45 842	2,77
2014	750 538	254 471	2,95	25	4 074	46 307	2,70
2015	777 732	270 022	2,88	6	3 676	46 980	2,65
2016	855 074	284 980	3,00	2	3 238	48 089	2,77
2017	962 484	299 831	3,21	0	2 707	48 251	2,97
2018	953 654	317 519	3,00	0	2 332	48 347	2,79
2019	896 433	336 055	2,67	0	2 031	48 913	2,49
2020	897 350	357 063	2,51	0	1 709	49 398	2,35
2021	902 156	380 121	2,37	0	1 343	49 691	2,23
2022	911 930	402 129	2,27	0	1 052	50 003	2,13

Observations :

A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.
A compter de 2010, prise en compte des micro-entrepreneurs dans les effectifs (économiquement actifs pour les cotisants (voir effectifs micro-entrepreneurs p.45).

Caisse de prévoyance et de retraite des notaires

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	6 699	1 246	5,38	562	-	1 322	3,51
...							
1984	6 729	2 368	2,84	975	-	1 836	2,05
1985	6 699	2 413	2,78	860	-	1 841	2,01
1986	6 828	2 495	2,74	796	-	1 832	2,00
1987	6 783	2 574	2,64	720	138	1 839	1,94
1988	6 793	2 649	2,56	660	197	1 816	1,91
1989	6 807	2 686	2,53	571	249	1 836	1,89
1990	6 849	2 747	2,49	506	301	1 841	1,87
1991	6 916	2 820	2,45	442	340	1 858	1,84
1992	6 996	2 875	2,43	399	373	1 875	1,84
1993	7 066	2 931	2,41	348	407	1 887	1,82
1994	7 058	2 973	2,37	296	440	1 893	1,80
1995	7 085	3 025	2,34	245	454	1 905	1,78
1996	7 128	3 055	2,33	209	463	1 924	1,77
1997	7 105	3 092	2,30	169	483	1 932	1,75
1998	7 111	3 179	2,24	137	497	1 901	1,72
1999	7 137	3 222	2,22	116	526	1 904	1,71
2000	7 193	3 241	2,22	89	535	1 886	1,72
2001	7 215	3 252	2,22	72	531	1 860	1,73
2002	7 312	3 250	2,25	55	532	1 848	1,75
2003	7 361	3 274	2,25	42	525	1 845	1,75
2004	7 745	3 349	2,31	33	508	1 828	1,82
2005	7 798	3 387	2,30	17	495	1 811	1,82
2006	7 922	3 449	2,30	15	472	1 786	1,82
2007	8 025	3 608	2,22	9	461	1 767	1,79
2008	8 085	3 711	2,18	8	429	1 714	1,77
2009	8 168	3 841	2,13	5	406	1 739	1,73
2010	8 199	3 995	2,05	5	373	1 699	1,69
2011	8 300	4 173	1,99	5	347	1 662	1,66
2012	8 375	4 283	1,96	5	309	1 638	1,64
2013	8 422	4 381	1,92	4	289	1 599	1,63
2014	8 480	4 555	1,86	3	245	1 596	1,58
2015	8 530	4 651	1,83	0	209	1 577	1,57
2016	8 505	4 687	1,81	0	193	1 525	1,56
** 2017	8 455	4 914	1,72	0	164	1 495	1,49
2018	9 438	5 089	1,85	0	144	1 461	1,62
2019	10 071	5 243	1,72	0	123	1 415	1,69
2020	10 468	5 334	1,96	0	104	1 346	1,74
2021	11 167	5 403	2,07	0	89	1 295	1,85
2022	11 408	5 460	2,09	0		1 281	1,87

* Du 1^{er} janvier 1975 au 31 décembre 2003, les notaires de plus de 65 ans sont exonérés des cotisations

** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels, officiers publics
et des compagnies judiciaires**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	8 011	870	9,21	385	-	1 417	5,08
...							
* 1980	3 894	1 921	2,03	732	-	1 315	1,51
...							
1994	4 576	1 721	2,66	149	179	1 225	1,96
1995	4 595	1 718	2,67	130	172	1 220	1,97
1996	4 611	1 694	2,72	107	167	1 212	2,00
1997	4 640	1 660	2,80	90	165	1 223	2,04
1998	4 648	1 656	2,81	73	163	1 222	2,05
1999	4 663	1 640	2,84	61	140	1 197	2,08
2000	4 664	1 634	2,85	49	134	1 202	2,09
2001	4 670	1 628	2,87	43	133	1 171	2,11
2002	4 688	1 609	2,91	29	116	1 155	2,14
2003	4 685	1 607	2,92	23	117	1 136	2,15
2004	4 665	1 610	2,90	19	108	1 107	2,16
2005	4 723	1 671	2,83	12	97	1 065	2,14
2006	4 752	1 686	2,82	7	88	1 063	2,14
2007	4 790	1 722	2,78	6	88	1 060	2,13
2008	4 763	1 769	2,69	5	81	1 029	2,09
2009	4 720	1 864	2,53	5	79	1 036	1,98
2010	4 697	1 922	2,44	2	68	1 015	1,93
2011	4 609	2 007	2,30	2	60	987	1,84
** 2012	4 221	2 155	1,96	2	55	962	1,60
2013	4 176	2 254	1,85	2	55	929	1,54
2014	4 123	2 347	1,76	2	40	905	1,47
2015	4 098	2 399	1,71	2	35	897	1,44
2016	4 078	2 466	1,65	0	30	885	1,40
*** 2017	4 012	2 531	1,59	0	25	856	1,36
2018	3 980	2 707	1,47	0	0	861	1,27
2019	3 966	2 946	1,35	0	0	822	1,18
2020	4 054	2 942	1,38	0	0	700	1,23
2021	4 060	3 106	1,31	0	0	716	1,17
2022	4 060	3 073	1,32	0	0	748	1,18

* A compter du 1^{er} janvier 1973, les avoués et les agréés ont quitté la CAVOM pour la CNBF

** A compter du 1^{er} janvier 2012, disparition de la profession d'avoué près les Cours d'appel

*** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des médecins de France

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	27 200	1 948	13,96	896	-	4 128	6,78
...							
1984	79 905	11 054	7,23	3 446	-	5 190	5,85
1985	82 743	11 866	6,97	2 879	-	5 252	5,71
1986	86 206	13 024	6,62	2 577	-	5 445	5,47
1987	90 343	14 039	6,44	2 351	1 518	5 557	5,37
1988	94 285	15 046	6,27	2 129	1 916	5 661	5,27
1989	99 334	15 805	6,28	1 923	2 246	6 027	5,28
1990	103 706	16 602	6,25	1 715	2 546	6 334	5,25
1991	107 259	17 529	6,12	1 531	2 806	6 678	5,14
1992	109 406	18 675	5,86	1 345	3 022	7 015	4,93
1993	111 230	19 726	5,64	1 158	3 193	7 418	4,75
1994	112 883	20 793	5,43	1 002	3 332	7 725	4,58
1995	114 034	21 768	5,24	881	3 441	8 033	4,42
1996	115 508	22 703	5,09	754	3 555	8 323	4,30
1997	116 756	23 415	4,99	651	3 589	8 710	4,20
1998	117 860	24 297	4,85	548	3 623	9 028	4,09
1999	119 173	24 929	4,78	439	3 654	9 266	4,03
2000	120 005	25 588	4,69	357	3 614	9 603	3,95
2001	120 348	26 173	4,60	275	3 523	9 901	3,87
2002	120 662	26 795	4,50	218	3 446	10 353	3,77
2003	120 692	27 470	4,39	170	3 331	10 423	3,69
2004	124 360	28 112	4,42	124	3 183	10 634	3,72
2005	124 155	29 284	4,24	91	3 010	10 815	3,58
2006	124 285	30 379	4,09	71	2 846	10 955	3,47
2007	123 972	31 959	3,88	50	2 673	11 113	3,30
2008	123 539	33 999	3,63	36	2 503	11 316	3,12
2009	123 378	36 343	3,39	25	2 335	11 918	2,92
2010	123 574	39 188	3,15	15	2 152	12 175	2,73
2011	123 777	42 286	2,93	6	1 988	12 354	2,55
2012	123 199	45 900	2,68	4	1 835	12 470	2,36
2013	122 730	49 535	2,48	2	1 643	12 407	2,20
2014	122 466	53 683	2,28	2	1 487	12 511	2,04
2015	122 004	58 161	2,10	1	1 334	12 484	1,89
2016	121 352	62 288	1,95	1	1 195	12 533	1,77
* 2017	121 198	65 751	1,84	0	1 054	12 607	1,68
2018	121 525	69 654	1,74	0	917	12 627	1,60
2019	121 590	73 290	1,66	0	802	12 725	1,53
2020	122 108	77 157	1,58	0	671	12 678	1,46
2021	122 445	81 220	1,51	0	560	12 814	1,40
2022	123 879	84 855	1,46	0	460	12 888	1,36

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	8 893	810	10,98	256	-	301	9,26
...							
1984	32 068	4 434	7,23	996	-	1 199	6,37
1985	32 610	4 619	7,06	909	-	1 232	6,23
1986	32 820	4 930	6,66	798	-	1 252	5,91
1987	33 646	5 339	6,30	708	237	1 309	5,61
1988	34 419	5 939	5,80	653	307	1 313	5,22
1989	35 350	6 165	5,73	552	337	1 545	5,10
1990	35 712	6 669	5,35	536	385	1 629	4,77
1991	36 268	7 122	5,09	515	430	2 075	4,44
1992	36 396	7 517	4,84	495	463	1 737	4,34
1993	35 264	7 883	4,47	476	472	1 821	4,01
1994	35 496	8 213	4,32	453	484	1 909	3,87
1995	35 536	8 439	4,21	427	533	1 988	3,77
1996	35 883	8 658	4,14	404	558	2 123	3,69
1997	35 759	8 955	3,99	378	583	2 195	3,56
1998	35 889	9 170	3,91	341	595	2 297	3,48
1999	36 077	9 489	3,80	311	600	2 386	3,38
2000	36 155	9 785	3,69	290	613	2 473	3,28
2001	36 141	10 029	3,60	257	625	2 561	3,20
2002	36 604	10 282	3,56	223	636	2 640	3,15
2003	36 086	10 037	3,60	54	630	2 702	3,17
2004	36 364	11 240	3,24	43	619	2 784	2,88
2005	36 626	11 001	3,33	32	576	2 893	2,94
2006	36 349	11 216	3,24	19	537	3 091	2,85
2007	36 570	11 656	3,14	13	507	3 565	2,72
2008	36 641	12 086	3,03	7	472	3 585	2,64
* 2009	39 523	14 544	2,72	4	455	3 691	2,41
2010	39 671	15 042	2,64	4	428	3 799	2,34
2011	39 610	15 747	2,52	4	404	3 859	2,24
2012	39 908	16 819	2,37	3	369	3 957	2,12
2013	40 132	17 654	2,27	0	338	4 027	2,04
2014	41 369	18 415	2,25	0	310	4 101	2,02
2015	42 063	19 188	2,19	0	288	4 234	1,97
2016	42 448	19 831	2,14	0	263	4 382	1,93
** 2017	43 328	20 324	2,13	0	233	3 970	1,94
2018	43 776	20 887	2,10	0	208	3 991	1,91
2019	44 245	21 672	2,04	0	178	3 987	1,87
2020	44 458	22 450	1,98	0	145	4 017	1,82
2021	45 198	23 333	1,94	0	119	4 011	1,78
2022	45 625	24 126	1,89	0	102	3 906	1,75

* A compter du 1^{er} janvier 2009, les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF

** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	13 308	1 251	10,64	610	-	2 444	5,38
...							
1984	25 288	5 970	4,24	1 149	-	1 655	3,72
1985	26 375	6 382	4,13	1 106	-	1 688	3,65
1986	26 998	6 885	3,92	961	-	1 688	3,49
1987	27 551	7 443	3,70	882	287	1 736	3,32
1988	28 252	8 034	3,52	820	369	1 776	3,17
1989	28 797	8 575	3,36	746	445	1 939	3,02
1990	29 521	9 042	3,26	665	531	2 096	2,93
1991	30 027	9 503	3,16	594	591	2 245	2,83
1992	30 467	9 846	3,09	525	631	2 385	2,76
1993	30 951	10 154	3,05	473	677	2 595	2,70
1994	31 139	10 374	3,00	419	704	2 737	2,65
1995	31 324	10 604	2,95	367	711	2 863	2,60
1996	31 578	10 732	2,94	325	646	2 980	2,58
1997	31 641	10 960	2,89	277	645	2 994	2,54
1998	31 845	11 115	2,87	230	627	3 063	2,52
1999	31 972	11 345	2,82	201	618	3 107	2,48
2000	32 052	11 495	2,79	158	584	3 144	2,45
2001	32 233	11 677	2,76	120	523	3 174	2,43
2002	32 480	11 875	2,74	103	478	3 219	2,41
2003	32 659	12 051	2,71	79	455	3 231	2,39
2004	33 050	12 323	2,68	58	422	3 236	2,37
2005	33 060	12 641	2,62	44	401	3 174	2,32
2006	33 135	12 910	2,57	28	374	3 215	2,28
2007	33 225	13 671	2,43	23	347	3 222	2,17
2008	33 157	14 480	2,29	18	325	3 124	2,07
2009	33 002	15 328	2,15	11	301	3 090	1,96
2010	32 548	16 141	2,02	6	273	3 040	1,84
2011	32 161	17 017	1,89	6	243	3 006	1,74
2012	32 100	18 013	1,78	4	213	2 929	1,65
2013	31 686	18 737	1,69	2	191	2 853	1,57
2014	31 370	19 454	1,61	2	167	2 788	1,50
2015	31 092	20 165	1,54	1	143	2 718	1,44
2016	30 252	20 801	1,45	1	123	2 675	1,37
* 2017	30 620	21 528	1,42	0	114	2 626	1,34
2018	30 204	22 412	1,35	0	90	2 565	1,27
2019	29 832	23 411	1,27	0	74	2 502	1,21
2020	29 479	24 521	1,20	0	63	2 447	1,15
2021	28 945	25 520	1,13	0	43	2 405	1,08
2022	28 640	26 636	1,08	0	37	2 349	1,03

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des sages-femmes françaises

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	5 735	1 081	5,31	0	0	0	5,31
...							
1960	4 024	1 621	2,48	0	0	0	2,48
...							
1970	3 141	2 115	1,49	0	0	0	1,49
...							
1980	1 766	2 905	0,61	0	0	0	0,61
1981	1 634	2 962	0,55	0	0	0	0,55
1982	1 539	3 001	0,51	0	0	0	0,51
1983	1 336	3 006	0,44	0	0	0	0,44
1984	1 250	3 108	0,40	0	0	0	0,40
1985	1 219	3 113	0,39	0	0	0	0,39
1986	1 091	3 152	0,35	0	0	0	0,35
1987	1 124	3 199	0,35	0	0	0	0,35
1988	1 132	3 203	0,35	0	0	0	0,35
1989	1 157	3 191	0,36	0	0	0	0,36
1990	1 172	3 188	0,37	0	0	0	0,37
1991	1 196	3 145	0,38	0	0	0	0,38
1992	1 204	3 115	0,39	0	0	0	0,39
1993	1 185	3 048	0,39	0	0	1	0,39
1994	1 203	3 023	0,40	0	0	9	0,40
1995	1 271	2 958	0,43	0	0	12	0,43
1996	1 332	2 871	0,46	0	0	12	0,46
1997	1 423	2 772	0,51	0	0	13	0,51
1998	1 505	2 667	0,56	0	0	14	0,56
1999	1 597	2 554	0,63	0	0	19	0,62
2000	1 693	2 471	0,69	0	0	21	0,68
2001	1 766	2 382	0,74	0	0	22	0,74
2002	1 859	2 251	0,83	0	0	20	0,82
2003	1 976	2 172	0,91	0	0	17	0,91
2004	2 109	2 120	0,99	0	0	18	0,99
2005	2 189	2 067	1,06	0	0	28	1,05
2006	2 414	1 993	1,21	0	0	25	1,20
2007	2 547	1 952	1,30	0	0	24	1,30
2008	2 785	1 910	1,46	0	0	21	1,45
2009	Depuis le 1 ^{er} janvier 2009 les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF						

**Caisse autonome de retraite de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes,
pédicures, podologues, orthophonistes et orthoptistes**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	6 285	-	-	-	-	-	-
...							
1984	53 026	8 005	6,62	195	-	394	6,47
1985	57 053	8 257	6,91	183	-	352	6,77
1986	60 272	8 717	6,91	156	-	365	6,77
1987	64 651	9 054	7,14	145	39	378	6,99
1988	68 667	9 321	7,37	132	47	384	7,22
1989	72 402	9 548	7,58	109	50	427	7,42
1990	76 267	9 864	7,73	97	56	470	7,55
1991	80 179	10 219	7,85	86	63	526	7,65
1992	83 500	10 580	7,89	80	67	567	7,69
1993	87 208	10 977	7,94	71	70	613	7,73
1994	91 682	11 492	7,98	60	72	668	7,75
1995	94 315	12 086	7,80	45	71	719	7,58
1996	96 587	12 590	7,67	33	73	748	7,45
1997	98 961	13 266	7,46	26	67	804	7,24
1998	100 847	13 983	7,21	21	68	850	7,00
1999	103 190	14 721	7,01	16	69	893	6,80
2000	106 005	15 459	6,86	13	68	929	6,66
2001	107 968	16 249	6,64	11	61	985	6,45
2002	109 827	17 225	6,38	8	64	1 041	6,19
2003	112 331	18 330	6,13	5	70	1 103	5,95
2004	119 344	19 368	6,16	5	70	1 157	5,98
2005	123 068	20 885	5,89	3	60	1 182	5,73
2006	127 835	22 617	5,65	3	59	1 132	5,51
2007	132 551	24 906	5,32	3	58	1 321	5,18
2008	137 597	27 811	4,95	3	55	1 408	4,83
2009	142 694	30 799	4,63	3	53	1 483	4,52
2010	148 662	34 078	4,36	3	50	1 586	4,26
2011	154 943	37 590	4,12	3	48	1 663	4,03
2012	162 132	40 712	3,98	1	45	1 781	3,90
2013	169 777	43 666	3,89	1	40	1 870	3,81
2014	177 628	46 641	3,81	0	39	1 976	3,73
2015	185 421	49 937	3,71	0	32	2 112	3,64
2016	193 316	53 001	3,65	0	29	2 234	3,57
* 2017	204 524	55 847	3,66	0	27	2 301	3,59
2018	212 708	59 357	3,58	0	23	2 416	3,51
2019	218 821	63 187	3,46	0	21	2 550	3,39
2020	225 928	67 194	3,36	0	20	2 916	3,29
2021	231 722	71 787	3,23	0	19	3 096	3,16
2022	240 156	76 061	3,16	0	16	3 314	3,09

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraites de prévoyance des vétérinaires

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	2 507	355	7,06	153	-	461	4,28
...							
1984	5 631	840	6,70	338	-	513	5,14
1985	5 870	933	6,29	317	-	526	4,91
1986	6 066	1 059	5,73	295	-	516	4,61
1987	6 287	1 189	5,29	296	97	528	4,33
1988	6 455	1 312	4,92	253	159	676	3,91
1989	6 658	1 426	4,67	211	233	677	3,77
1990	6 827	1 519	4,49	145	327	697	3,66
1991	6 973	1 616	4,31	89	446	695	3,55
1992	7 079	1 717	4,12	67	494	700	3,42
1993	7 217	1 811	3,99	38	557	748	3,30
1994	7 352	1 873	3,93	128	505	770	3,26
1995	7 495	1 965	3,81	107	581	787	3,18
1996	7 661	2 034	3,77	72	645	816	3,14
1997	7 750	2 082	3,72	68	676	843	3,10
1998	7 865	2 150	3,66	45	700	862	3,05
1999	7 969	2 201	3,62	39	706	904	3,00
2000	8 023	2 252	3,56	32	708	932	2,95
2001	8 178	2 290	3,57	26	721	941	2,96
2002	8 308	2 310	3,60	26	702	992	2,96
2003	8 355	2 349	3,56	0	712	1 005	2,93
2004	8 661	2 394	3,62	0	673	1 028	2,98
2005	8 707	2 515	3,46	0	639	1 027	2,88
2006	8 903	2 581	3,45	0	612	1 062	2,86
2007	9 057	2 690	3,37	0	587	1 109	2,79
2008	9 393	2 776	3,38	0	565	1 122	2,81
2009	9 552	2 905	3,29	0	561	1 153	2,74
2010	9 713	3 014	3,22	0	536	1 161	2,70
2011	9 935	3 135	3,17	0	515	1 188	2,66
2012	10 053	3 217	3,12	0	498	1 216	2,63
2013	10 134	3 310	3,06	0	482	1 227	2,58
2014	10 384	3 419	3,04	0	318	1 243	2,57
2015	10 472	3 534	2,96	0	284	1 245	2,52
2016	10 638	3 604	2,95	0	220	1 252	2,51
* 2017	10 921	3 655	2,99	0	141	1 248	2,55
2018	10 896	3 762	2,90	0	119	1 264	2,48
2019	10 999	3 838	2,87	0	105	1 272	2,46
2020	11 049	3 975	2,78	0	90	1 283	2,39
2021	11 185	4 108	2,72	0	0	1 277	2,36
2022	11 183	4 263	2,62	0	0	1 281	2,28

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRE dans les cotisants réels.

**Caisse d'allocation vieillesse des agents généraux
et des mandataires non-salariés de l'assurance et de capitalisation**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	-	-	-	-	-	-	-
...							
1984	22 234	11 297	1,97	2 613	-	3 732	1,69
1985	22 185	11 770	1,88	2 369	-	3 738	1,63
1986	21 698	12 842	1,69	2 104	-	3 835	1,47
1987	21 506	13 770	1,56	1 876	-	3 880	1,37
1988	21 394	14 488	1,48	1 674	631	3 899	1,30
1989	21 127	15 161	1,39	1 526	756	4 098	1,23
1990	20 612	15 826	1,30	1 349	864	4 372	1,14
1991	20 064	16 872	1,19	1 213	966	4 804	1,04
1992	19 401	17 670	1,10	1 102	1 084	5 076	0,96
1993	18 488	18 432	1,00	947	1 192	5 736	0,87
1994	18 597	18 966	0,98	812	1 240	5 939	0,85
1995	17 799	19 426	0,92	697	1 251	6 211	0,79
1996	17 521	19 759	0,89	570	1 312	6 450	0,76
1997	17 307	20 180	0,86	452	1 336	6 701	0,74
1998	16 756	20 606	0,81	363	1 341	6 928	0,70
1999	16 161	20 928	0,77	304	1 321	7 027	0,66
2000	15 522	21 339	0,73	237	1 296	7 241	0,62
2001	15 177	21 764	0,70	182	1 285	7 421	0,60
2002	14 661	22 189	0,66	145	1 240	7 600	0,56
2003	14 206	22 563	0,63	117	1 203	7 721	0,54
2004	14 271	23 021	0,62	86	1 145	7 836	0,53
2005	13 920	23 510	0,59	67	1 063	7 723	0,51
2006	13 513	23 910	0,57	58	1 003	8 159	0,48
2007	13 247	24 437	0,54	44	949	8 648	0,46
2008	12 957	25 056	0,52	28	893	8 701	0,44
2009	12 761	25 630	0,50	25	827	8 753	0,43
2010	12 459	26 350	0,47	16	783	9 377	0,40
2011	12 230	26 798	0,46	10	716	9 581	0,39
2012	11 896	27 095	0,44	6	659	9 815	0,37
2013	11 580	27 323	0,42	2	598	9 872	0,36
2014	11 554	27 387	0,42	2	527	9 825	0,36
2015	11 541	27 523	0,42	1	481	9 954	0,36
2016	11 373	27 549	0,41	0	420	10 019	0,35
* 2017	11 499	27 271	0,42	0	377	9 996	0,36
2018	11 349	26 817	0,42	0	324	9 833	0,36
2019	11 190	26 765	0,42	0	277	9 875	0,35
2020	11 366	26 798	0,42	0	230	9 855	0,36
2021	11 445	26 503	0,43	0	189	9 775	0,36
2022	11 608	26 092	0,44	0	157	9 564	0,37

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse d'assurance vieillesse des experts-comptables et des commissaires aux comptes

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	-	-	-	-	-	-	-
...							
* 1984	11 545	2 997	3,85	665	-	1 393	3,13
1985	11 599	3 037	3,82	560	-	1 354	3,12
1986	11 702	3 139	3,73	485	-	1 354	3,07
1987	11 906	3 230	3,69	422	130	1 332	3,06
1988	12 247	3 337	3,67	374	177	1 338	3,06
1989	12 445	3 447	3,61	326	222	1 395	3,00
1990	12 944	3 574	3,62	272	246	1 460	3,01
1991	13 338	3 733	3,57	234	269	1 504	2,97
1992	13 780	3 844	3,58	190	298	1 555	2,98
1993	14 234	3 953	3,60	158	315	1 568	3,00
1994	15 107	4 106	3,68	133	344	1 605	3,08
1995	15 458	4 215	3,67	114	324	1 623	3,08
1996	15 577	4 301	3,62	94	333	1 697	3,02
1997	15 850	4 413	3,59	71	355	1 753	3,00
1998	15 917	4 525	3,52	53	358	1 755	2,95
1999	16 003	4 654	3,44	43	350	1 789	2,88
2000	16 141	4 785	3,52	34	380	1 818	2,83
2001	16 232	4 889	3,44	23	369	1 846	2,79
2002	16 398	5 017	3,27	16	340	1 831	2,76
2003	16 682	5 119	3,26	10	332	1 869	2,76
2004	17 033	5 204	3,27	8	315	1 882	2,77
2005	17 191	5 407	3,18	7	294	1 865	2,71
2006	17 508	5 585	3,13	3	274	1 894	2,68
2007	18 091	5 817	3,11	4	271	2 003	2,65
2008	18 461	6 053	3,05	4	257	1 963	2,62
2009	18 736	6 458	2,90	2	241	2 014	2,51
2010	18 611	6 918	2,69	2	222	2 057	2,34
2011	18 620	7 356	2,53	2	205	2 061	2,22
** 2012	13 705	7 754	1,77	2	192	2 050	1,56
2013	13 799	8 148	1,69	1	172	2 056	1,50
2014	13 912	8 526	1,63	1	154	2 052	1,46
2015	14 082	8 909	1,58	1	140	2 024	1,42
2016	14 008	9 209	1,52	0	128	2 043	1,37
*** 2017	14 266	9 490	1,50	0	0	2 069	1,36
2018	14 202	9 819	1,45	0	0	2 001	1,31
2019	14 193	10 287	1,38	0	0	2 002	1,26
2020	14 317	10 651	1,34	0	0	1 998	1,23
2021	14 321	10 984	1,30	0	0	2 018	1,19
2022	14 629	11 217	1,30	0	0	1 990	1,20

* Les experts-comptables stagiaires autorisés à exercer sont affiliés depuis le 1^{er} janvier 1980

** Les experts-comptables salariés ne cotisent plus au régime de base à compter du 1^{er} janvier 2012

*** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des géomètres-experts, experts agricoles et fonciers

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
* 1955	1 526	94	16,23	43	-	117	10,01
...							
1960	1 597	239	6,68	84	-	144	5,14
...							
1970	1 850	538	3,44	216	-	253	2,78
...							
1980	2 020	766	2,64	254	-	324	2,18
1981	2 060	748	2,75	244	-	321	2,27
1982	2 217	710	3,12	228	-	330	2,53
1983	2 273	675	3,37	217	-	320	2,72
1984	2 217	658	3,37	197	-	321	2,71
1985	2 212	660	3,35	180	2	322	2,69
1986	2 210	675	3,27	172	11	316	2,65
1987	2 176	670	3,25	173	22	314	2,63
1988	2 135	677	3,15	159	27	321	2,55
1989	2 111	702	3,01	147	30	335	2,43
1990	2 128	724	2,94	147	41	344	2,38
1991	2 156	762	2,83	98	40	353	2,30
1992	2 101	770	2,73	90	30	373	2,20
1993	1 916	840	2,28	67	49	385	1,86
1994	1 923	893	2,15	59	60	391	1,77
1995	1 862	909	2,05	53	66	400	1,68
1996	1 798	930	1,93	41	69	412	1,58
1997	1 748	963	1,82	38	73	412	1,50
1998	1 710	1 009	1,69	33	80	418	1,40
1999	1 682	1 035	1,63	27	79	423	1,35
2000	Depuis le 1 ^{er} janvier 2000 les géomètres relèvent de la CIPAV						

* La section des géomètres, instituée par décret du 8 octobre 1954, a commencé ses opérations en 1955

Caisse de retraite de l'enseignement, des arts appliqués, du sport et du tourisme

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
* 1977	7 570	2 272	3,33	157	-	136	3,24
1978	8 113	2 283	3,55	159	-	136	3,45
1979	8 987	2 293	3,92	167	-	143	3,80
1980	10 541	2 308	4,57	160	-	158	4,42
1981	11 845	2 303	5,14	158	-	162	4,97
1982	11 567	2 287	5,06	150	-	169	4,88
1983	11 245	2 274	4,95	137	-	177	4,76
1984	11 870	2 263	5,25	131	-	175	5,05
1985	12 556	2 258	5,56	120	5	181	5,35
1986	13 355	2 345	5,70	108	9	183	5,48
1987	14 491	2 476	5,85	101	19	188	5,64
1988	15 126	2 574	5,88	92	34	191	5,67
1989	16 208	2 666	6,08	80	47	217	5,84
1990	16 550	2 738	6,04	72	53	226	5,80
1991	16 566	2 976	5,57	67	65	244	5,35
1992	16 589	3 125	5,31	61	77	270	5,09
1993	17 820	3 295	5,41	47	88	307	5,17
1994	17 849	3 539	5,04	40	92	319	4,83
1995	18 796	3 723	5,05	38	99	325	4,84
1996	19 702	3 928	5,02	34	104	345	4,80
1997	20 693	4 151	4,99	31	108	347	4,79
1998	21 388	4 364	4,90	22	93	358	4,71
1999	22 216	4 590	4,84	14	95	382	4,65
2000	23 315	4 809	4,85	11	96	408	4,65
2001	23 210	5 024	4,62	10	99	429	4,43
2002	23 989	5 245	4,57	8	91	434	4,39
2003	23 352	5 456	4,28	7	88	457	4,11
2004	Depuis le 1 ^{er} janvier 2004 les ressortissants de la CREA ont rejoint la CIPAV						

* La CREA résultant de la fusion des sections des artistes (CAVAR) et des musiciens (CAVMU), a commencé ses opérations le 1^{er} janvier 1977

Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse - professions libérales

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
(1) 1978	26 661	5 785	4,61	1 966	-	2 390	3,82
...							
(2) 1992	46 033	11 919	3,86	598	801	3 071	3,42
1993	46 300	12 985	3,57	526	896	3 205	3,17
1994	48 676	14 240	3,42	452	986	3 329	3,06
1995	51 324	15 520	3,31	380	1 045	3 443	2,98
1996	55 588	16 770	3,31	323	1 116	3 570	3,00
1997	59 365	18 004	3,30	269	1 175	3 743	2,99
1998	63 168	19 153	3,30	198	1 234	3 917	2,99
1999	68 883	20 447	3,37	160	1 281	4 134	3,06
(3) 2000	73 252	22 641	3,24	155	1 390	4 726	2,93
2001	75 525	23 715	3,18	131	1 404	4 857	2,89
2002	82 500	25 205	3,27	108	1 370	5 103	2,97
2003	88 528	26 696	3,32	80	1 359	5 300	3,02
(4) 2004	134 967	33 881	3,98	72	1 403	5 978	3,66
2005	140 802	35 685	3,95	55	1 350	6 029	3,64
2006	157 049	37 485	4,19	45	1 305	6 335	3,86
2007	172 198	40 100	4,29	34	1 243	6 910	3,95
2008	185 991	44 518	4,18	31	1 197	7 295	3,86
2009	208 466	48 261	4,32	28	1 145	7 621	4,00
2010	208 386	52 694	3,95	22	1 071	8 041	3,67
2011	211 047	55 072	3,83	19	987	8 441	3,56
2012	210 209	58 254	3,61	17	889	8 620	3,36
2013	215 717	62 622	3,44	14	835	9 002	3,21
2014	216 797	65 573	3,31	13	787	9 310	3,09
2015	213 617	69 657	3,07	0	730	9 735	2,87
2016	207 769	74 007	2,81	0	637	10 429	2,62
* 2017	223 457	79 440	2,81	0	566	10 980	2,63
2018	235 576	87 013	2,71	0	506	11 201	2,54
2019	226 526	94 974	2,39	0	451	11 585	2,25
2020	208 103	104 532	1,99	0	386	11 918	1,88
2021	200 334	115 863	1,73	0	324	11 998	1,64
2022	188 442	127 090	1,48	0	280	12 307	1,41

(1) La CIPAV résultant de la fusion des sections des architectes et des ingénieurs et techniciens, a commencé ses opérations le 1^{er} janvier 1978

(2) A compter du 1^{er} janvier 1992, les conseillers juridiques ont quitté la CIPAV pour la CNBF

(3) A compter du 1^{er} janvier 2000, les géomètres relèvent de la CIPAV

(4) A compter du 1^{er} janvier 2004, les ressortissants de la CREA ont rejoint la CIPAV

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse - micro-entrepreneurs

Exercice	Affiliés *			Affiliés cotisants réels **	Allocataires	
	Hommes	Femmes	Total		Droits propres	Droits dérivés
2010	n.d.	n.d.	n.d.	43 541	n.d.	-
2011	124 041	80 566	204 607	71 680	1 611	-
2012	127 607	86 583	214 190	86 239	1 719	-
2013	148 375	114 616	262 991	101 076	3 080	-
2014	155 970	126 519	282 489	112 455	4 471	-
2015	161 147	135 488	296 635	134 812	5 898	-
2016	164 421	144 274	308 695	211 335	7 537	112
2017	158 440	174 847	333 287	290 204	9 080	103
2018	162 356	149 429	311 785	280 117	10 002	127
2019	124 870	118 234	243 104	246 977	10 442	178
2020	141 094	139 764	280 858	216 020	11 509	240
2021	146 140	149 244	295 384	207 996	12 294	286
2022	151 697	158 089	309 786	* 232 300	13 256	375

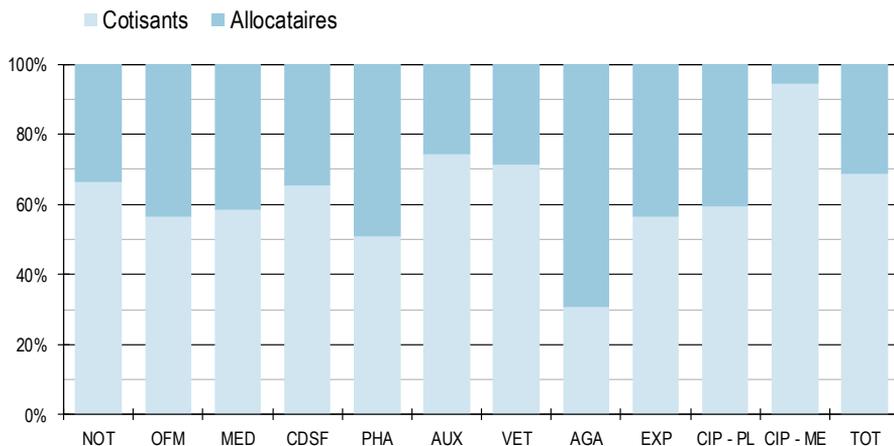
* Nombre de micro-entrepreneurs affiliés à la CNAVPL (source CIPAV)

** Nombre de micro-entrepreneurs cotisants économiquement actif à la CNAVPL (source ACOSS mis à jour rétroactivement) :

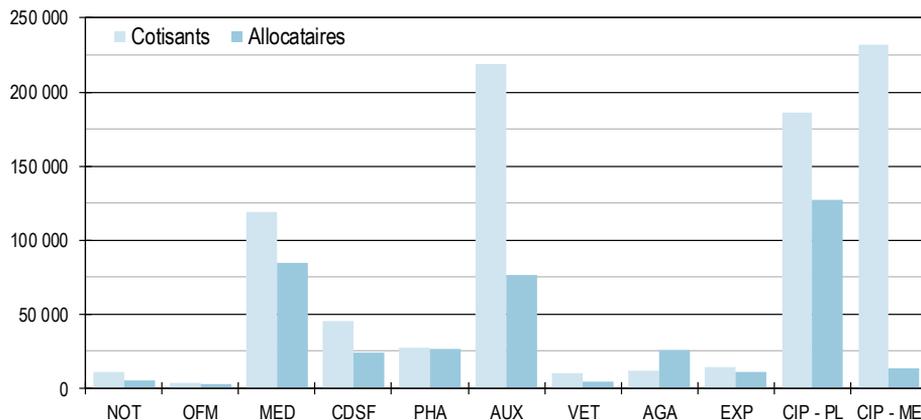
- De 2009 à 2015 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire > 200 heures de SMIC et hors ACCRE.
- En 2016 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire non nul et hors ACCRE
- A partir de 2017 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire non nul et y compris ACCRE

ASSURANCE VIEillesse DE BASE DONNEES STATISTIQUES

Répartition des cotisants et des allocataires au 30 juin 2022



Nombre de cotisants et d'allocataires au 30 juin 2022



Statistiques des mouvements

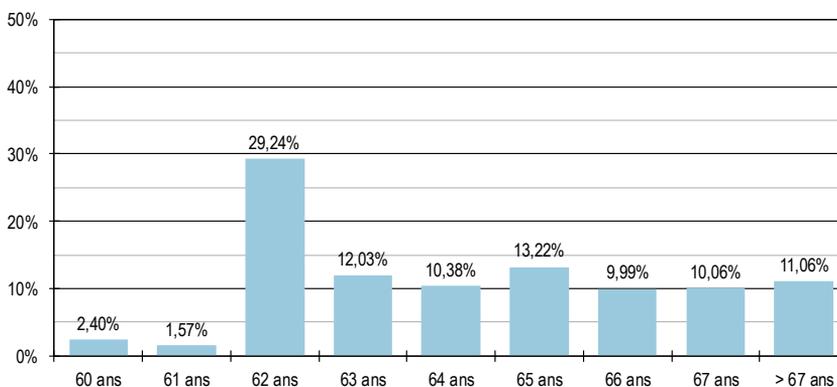
Régime de base effectif au 30.06		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Immatriculations nouvelles	CPRN	207	228	452	1 642	736	840	1 011	598
	CAVOM	78	80	68	126	159	200	152	122
	CARMF	4 574	4 591	4 974	5 531	5 777	5 679	7 187	7 229
	CARCDSF	1 773	1 893	1 696	1 836	2 024	1 965	2 440	2 548
	CAVP	803	796	909	918	998	1 084	1 064	1 269
	CARPIMKO	13 437	14 254	14 335	14 114	13 377	14 818	14 677	17 399
	CARPV	509	534	359	270	289	369	472	417
	CAVAMAC	743	611	636	585	682	682	808	894
	CAVEC	269	248	481	429	450	745	791	962
	CIPAV - PL	12 216	11 302	7 423	10 293	7 622	1 500	1 427	1 936
	CIPAV - ME	n.d.	81 906	108 470	66 231	399	9 388	10 399	14 782
	34 609	116 443	139 803	101 975	32 513	37 270	40 428	48 156	
Liquidations titulaires	CPRN	237	210	417	347	292	268	241	217
	CAVOM	158	147	126	209	146	37	204	157
	CARMF	5 993	5 624	5 120	5 542	5 274	5 824	6 210	5 611
	CARCDSF	1 326	1 224	1 076	1 169	1 366	1 426	1 547	1 453
	CAVP	1 271	1 206	1 290	1 534	1 581	1 754	1 658	1 790
	CARPIMKO	4 143	3 921	3 794	4 504	4 816	5 153	5 902	5 683
	CARPV	226	191	198	215	198	145	383	298
	CAVAMAC	1 085	932	780	853	819	618	757	744
	CAVEC	604	580	543	549	641	703	667	543
	CIPAV - PL	6 963	6 271	7 203	9 781	9 752	12 104	12 595	12 431
	CIPAV - ME	n.d.	1 252	1 572	620	423	696	851	889
	22 006	21 558	22 119	25 323	25 308	28 728	31 015	29 816	
Liquidations conjoints survivants	CPRN	66	66	52	64	67	42	44	51
	CAVOM	49	52	35	24	24	25	11	5
	CARMF	720	733	855	742	770	774	921	880
	CARCDSF	155	182	176	200	151	122	209	211
	CAVP	148	161	150	162	131	162	167	137
	CARPIMKO	244	235	185	235	278	227	334	378
	CARPV	72	71	68	71	73	64	-	-
	CAVAMAC	589	390	375	366	354	312	400	330
	CAVEC	111	145	84	34	102	110	145	112
	CIPAV - PL	841	1 182	1 032	756	912	897	711	928
	CIPAV - ME	n.d.	21	48	29	56	73	56	94
	2 995	3 238	3 060	2 683	2 918	2 808	2 998	3 126	

Âges moyens

Régime de base au 30.06	Âge moyen à l'immatriculation							
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CPRN	36,79	36,50	36,93	37,40	37,40	37,48	37,44	37,39
CAVOM	33,72	34,08	34,21	33,24	35,14	35,38	35,00	35,00
CARMF	37,53	37,60	37,30	36,65	36,65	35,84	34,19	35,30
CARCDSF	29,50	28,73	29,12	28,70	28,70	28,79	29,35	29,64
CAVP	35,26	35,33	35,62	35,69	35,69	35,89	35,87	35,81
CARPIMKO	31,54	31,38	31,25	31,42	31,42	31,76	31,42	31,84
CARPV	31,66	32,40	30,68	30,90	30,90	32,41	32,34	32,60
CAVAMAC	39,60	39,70	39,70	39,55	39,55	39,40	39,30	38,81
CAVEC	36,52	36,48	37,56	36,90	36,90	41,93	41,17	40,55
CIPAV - PL	38,41	37,59	34,35	37,15	37,15	32,10	32,90	31,80
CIPAV - ME	n.d.	37,07	36,85	35,86	35,86	36,13	35,96	35,94
MOYENNE	34,99	36,29	36,06	35,32	34,10	33,96	33,53	34,07
Régime de base Titulaires au 30.06	Âge moyen à la liquidation							
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CPRN	65,65	65,60	68,38	66,31	66,31	65,82	65,78	65,30
CAVOM	65,86	65,35	66,08	65,70	66,76	66,69	66,75	66,00
CARMF	65,54	65,59	65,73	65,69	65,69	66,13	66,19	66,23
CARCDSF	64,38	64,62	64,29	64,24	64,24	64,99	64,99	65,10
CAVP	64,01	64,15	64,32	64,63	64,63	64,69	64,84	64,80
CARPIMKO	63,65	63,82	63,94	63,75	63,75	63,93	64,20	64,08
CARPV	64,55	64,31	64,40	64,00	64,00	64,66	64,74	64,51
CAVAMAC	63,70	64,50	64,90	64,80	64,80	65,00	65,05	65,13
CAVEC	63,80	64,33	65,54	64,04	64,04	65,30	65,18	65,18
CIPAV - PL	64,48	64,60	64,79	64,91	64,91	64,91	64,86	64,78
CIPAV - ME	n.d.	64,04	64,43	64,62	64,62	66,52	64,91	64,69
MOYENNE	64,55	64,66	64,88	64,81	64,79	65,03	65,03	64,79
Régime de base Conjoints survivants au 30.06	Âge moyen à la liquidation							
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CPRN	77,55	77,44	77,75	78,09	78,09	78,95	75,55	78,27
CAVOM	76,37	74,81	74,80	73,46	77,38	74,88	74,80	76,00
CARMF	74,37	73,93	72,09	71,45	71,45	75,36	74,64	74,67
CARCDSF	76,31	75,08	75,10	75,07	75,07	76,47	78,70	76,42
CAVP	74,32	75,22	76,88	77,12	77,12	75,20	77,71	75,33
CARPIMKO	68,50	69,20	69,92	69,40	69,40	70,09	71,99	71,56
CARPV	77,28	76,56	79,13	76,00	76,00	77,17	77,51	78,99
CAVAMAC	75,40	83,70	83,40	84,00	84,00	84,50	85,76	86,18
CAVEC	75,56	74,83	76,33	77,63	77,63	77,05	79,51	78,10
CIPAV - PL	71,62	72,03	69,88	73,43	73,43	74,68	74,98	75,00
CIPAV - ME	n.d.	64,90	66,75	64,31	64,31	66,52	65,93	65,59
MOYENNE	73,64	74,32	73,32	74,45	74,23	75,86	76,91	75,67

Liquidation des pensions

► Répartition par âge du flux de personnes ayant liquidé leur pension du régime de base en 2022



Note : les liquidations avant 60 ans ont été exclues du graphique, compte tenu de leur caractère très marginal dans le régime de base des professions libérales, 12 en 2022, soit à 0,05 % du flux.

► Flux de liquidation

Le tableau ci-dessous présente la part des personnes ayant liquidé leur pension du régime de base en 2022 avec décote, surcote et au taux plein. Il indique également la part des personnes ayant liquidé leur pension au taux plein lorsque celui-ci a été obtenu par la durée d'assurance tous régimes confondus, c'est à dire avant 65 ans.

Flux de liquidation 2022	Décote	Surcote	Taux plein	Taux plein durée
CPRN	27,65%	55,30%	17,05%	3,69%
CAVOM	19,75%	58,60%	21,66%	0,00%
CARMF	20,82%	54,07%	25,11%	7,09%
CARCDSF	37,51%	30,70%	31,80%	6,61%
CAVP	31,37%	42,55%	26,08%	12,79%
CARPIMKO	17,67%	41,18%	41,16%	22,86%
CARPV	49,33%	28,52%	22,15%	6,04%
CAVAMAC	20,83%	34,27%	44,89%	23,39%
CAVEC	16,76%	46,96%	36,28%	23,57%
CIPAV - PL	27,09%	27,52%	45,39%	25,48%
CIPAV - ME	23,73%	30,60%	45,67%	28,80%
	24,62%	37,17%	38,21%	19,36%

Note de lecture : 20,82 % des médecins qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2022 ont vu leur pension minorée par une décote ; 46,96 % des experts comptables qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2022 ont bénéficié d'une surcote et 45,39 % des affiliés de la CIPAV qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2022 ne se sont vus appliquer ni décote, ni surcote.

Affiliés volontaires, affiliés des DOM

Affiliés volontaires et des DOM au 30.06	Cotisants volontaires		Cotisants des DOM		Retraités titulaires des DOM		Conjoints survivants des DOM	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
CPRN	1	1	124	131	43	43	5	5
CAVOM	11	11	6	0	0	0	0	0
CARMF	30	37	3 012	3 212	888	923	102	106
CARCDSF	7	7	1 470	1 561	250	255	24	20
CAVP	82	83	783	785	345	375	21	19
CARPIMKO	185	195	9 877	10 386	911	1 024	25	31
CARPV	-	-	163	166	29	28	4	7
CAVAMAC	-	-	55	63	104	102	24	25
CAVEC	26	1	397	447	71	87	8	10
CIPAV - PL	649	522	4 514	4 038	605	713	22	20
CIPAV - ME	329	372	4 346	4 689	129	139	1	2
	1 320	1 229	24 747	25 478	3 375	3 689	236	245

Affiliés volontaires et des DOM au 30.06 (*)	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisants volontaires	1 083	1 181	1 091	1 095	1 062	929	989	1 044	1 191	1 262
Cotisants des DOM	13	14	15	16	17	17	19	20	23	24
Allocataires des DOM	908	885	936	873	365	534	322	324	889	046
Conj. coexistants, MCC des DOM	1 199	1 358	1 529	1 706	1 896	2 072	2 300	2 505	2 769	3 051
Conjoints survivants des DOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	143	155	165	173	166	183	197	208	205	222

(*) L'historique ne prend pas en compte les chiffres des micro-entrepreneurs

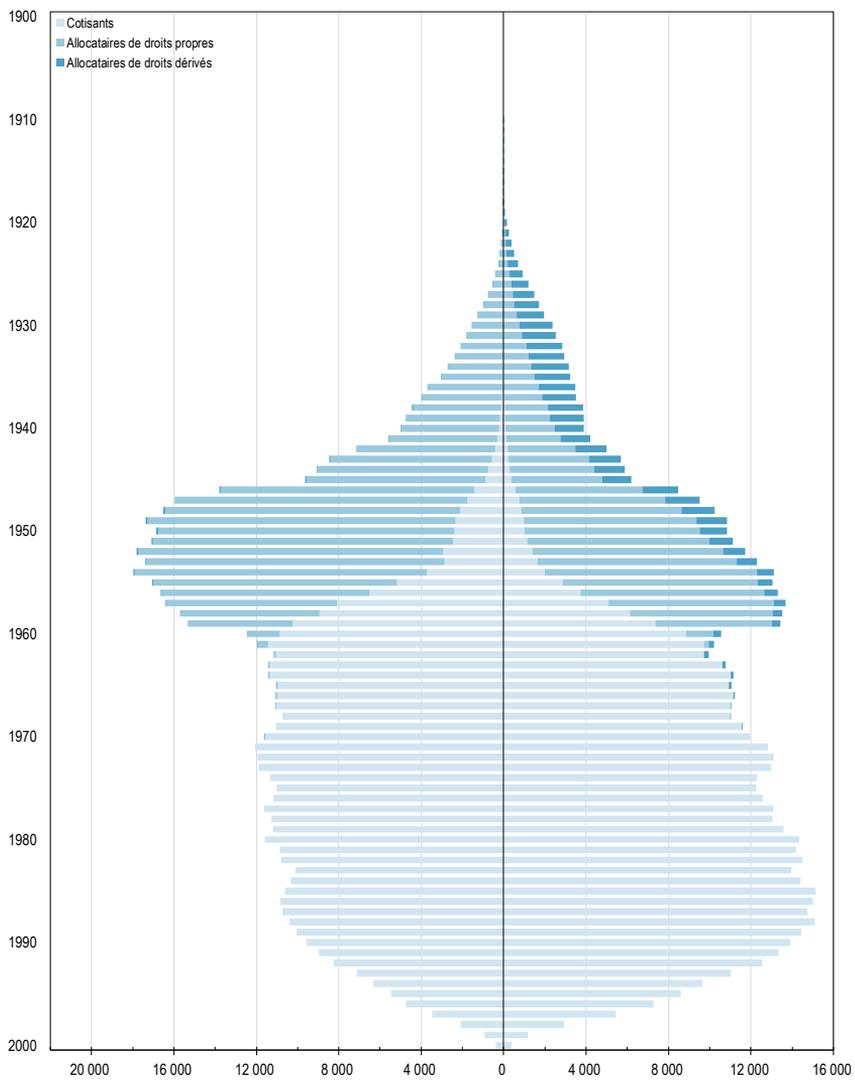
Répartition hommes - femmes et cotisants - retraités

Régime de base au 30.06.2022	Affiliés en exercice		Allocataires droits propres	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
CPRN	6 228	5 180	4 838	622
CAVOM	2 531	1 570	2 533	540
CARMF	71 846	53 134	62 723	22 132
CARCDSF	20 649	25 224	15 257	8 869
CAVP	12 948	15 725	11 060	15 576
CARPIMKO	68 447	175 506	18 024	58 037
CARPV	6 158	5 049	3 855	408
CAVAMAC	9 268	2 357	21 285	4 808
CAVEC	10 764	3 865	9 765	1 452
CIPAV - PL	121 696	67 227	89 130	37 960
CIPAV - ME	151 697	158 089	9 148	4 108
	482 232	512 926	247 618	154 512
Affiliés en exercice Dont bénéficiaires	995 158 Report, malades : 5 725 Cotisants réels : 911 947		Allocataires réels : 402 130	

Répartition hommes - femmes

Régime de base effectif au 30.06		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Femmes	CPRN	2 556	2 672	2 732	2 823	3 546	4 039	4 922	4 922
	CAVOM	1 193	1 212	1 249	1 262	1 319	1 388	1 521	1 529
	CARMF	42 853	43 935	44 815	45 924	47 272	48 653	51 734	51 734
	CARCDSF	19 347	20 256	21 160	21 806	22 514	23 261	24 513	24 513
	CAVP	17 013	16 888	16 638	16 462	16 292	16 158	15 858	15 858
	CARPIMKO	129 118	135 527	142 291	148 748	154 411	159 526	169 778	169 778
	CARPV	3 642	3 839	4 050	4 220	4 324	4 493	5 008	5 008
	CAVAMAC	1 763	1 853	1 901	1 965	2 021	2 017	2 257	2 257
	CAVEC	2 937	3 074	3 166	3 341	3 431	3 525	3 700	3 700
	CIPAV - PL	70 101	70 573	70 534	74 458	79 516	77 432	69 710	69 710
	CIPAV - ME	126 519	135 488	144 274	158 440	149 429	118 234	149 244	149 244
	417 042	435 317	452 810	479 449	484 075	458 726	498 245	498 253	
Hommes	CPRN	5 931	5 870	5 788	5 632	5 892	6 032	6 245	6 245
	CAVOM	2 948	2 901	2 845	2 759	2 669	2 591	2 555	2 570
	CARMF	81 446	80 011	78 329	77 168	75 955	74 601	72 385	72 385
	CARCDSF	22 419	22 259	21 977	21 847	21 545	21 332	20 854	20 854
	CAVP	14 731	14 557	14 365	14 196	13 954	13 724	13 129	13 129
	CARPIMKO	53 781	55 452	57 552	59 620	61 756	62 986	66 592	66 592
	CARPV	6 878	6 826	6 767	6 724	6 580	6 506	6 208	6 208
	CAVAMAC	10 073	9 965	9 717	9 562	9 345	9 189	9 204	9 204
	CAVEC	11 122	11 175	11 012	10 958	10 786	10 674	10 621	10 621
	CIPAV - PL	153 324	150 167	144 592	149 708	156 741	149 667	131 147	131 147
	CIPAV - ME	155 970	161 147	164 421	174 847	162 356	124 870	146 140	146 140
	518 623	520 330	517 365	533 021	527 579	482 172	485 080	485 095	
Affiliés en exercice	CPRN	8 487	8 542	8 520	8 455	9 438	10 071	11 167	11 167
	CAVOM	4 141	4 113	4 094	4 021	3 988	3 979	4 076	4 099
	CARMF	124 299	123 946	123 144	123 092	123 227	123 254	124 119	124 119
	CARCDSF	41 766	42 515	43 137	43 653	44 059	44 593	45 367	45 367
	CAVP	31 744	31 445	31 003	30 658	30 246	29 882	28 987	28 987
	CARPIMKO	182 899	190 979	199 843	208 368	216 167	222 512	236 370	236 370
	CARPV	10 520	10 665	10 817	10 944	10 904	10 999	11 216	11 216
	CAVAMAC	11 836	11 818	11 618	11 527	11 366	11 206	11 461	11 461
	CAVEC	14 059	14 249	14 178	14 299	14 217	14 199	14 321	14 321
	CIPAV - PL	223 425	220 740	215 126	224 166	236 257	227 099	200 857	200 857
	CIPAV - ME	282 489	296 635	308 695	333 287	311 785	243 104	295 384	295 384
	935 665	955 647	970 175	1 012 470	1 011 654	940 898	983 325	983 348	

Répartition hommes - femmes au 30 juin 2022



Situation des radiés au 30 juin 2022

Régime de base au 30.06.2022	Ensemble		Points acquis	
	2021	2022	2021	2022
CPRN	932	987	6 256 474	6 333 607
CAVOM	281	1 039	99 770	376 649
CARMF	19 540	20 010	50 315 895	51 146 067
CARCDSF	9 022	9 373	21 834 724	23 202 228
CAVP	6 820	6 401	35 941 316	34 531 701
CARPIMKO	58 345	58 808	148 593 638	159 569 407
CARPV	2 638	2 799	5 965 412	6 679 867
CAVAMAC	16 552	16 401	28 325 212	28 254 539
CAVEC	4 902	4 711	17 026 198	15 886 952
CIPAV - PL	246 557	252 259	208 323 877	222 205 379
CIPAV - ME	555 563	549 750	100 557 957	102 896 856
	921 152	922 538	623 240 473	651 083 253

Statistiques des mouvements

Régime de base effectif au 30.06		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Radiations pour arrêt d'activité	CPRN	26	43	80	60	102	113	137	150
	CAVOM	54	53	44	79	7	5	7	42
	CARMF	1 660	1 704	1 748	1 661	1 722	1 722	2 005	2 062
	CARCDSF	937	998	939	1 163	1 157	1 193	1 065	1 256
	CAVP	1 349	1 803	1 628	1 571	1 471	1 567	1 595	1 438
	CARPIMKO	5 090	5 422	5 849	6 012	6 535	6 714	6 254	8 226
	CARPV	169	264	203	238	197	268	305	318
	CAVAMAC	422	490	444	526	516	469	511	471
	CAVEC	82	125	308	213	334	411	787	654
	CIPAV - PL	8 289	8 229	9 071	8 505	6 580	4 175	3 590	4 903
	CIPAV - ME	68 979	78 971	77 162	87 284	65 589	20 276	253	150
	87 057	98 102	97 476	107 312	84 210	36 913	16 509	19 670	

Affiliés CCPL

Conjoints collaborateurs au 30.06.2022	Cotisants			Retraités		Âge moyen			
	Femmes	Hommes	Total	Droits propres	Droits dérivés	Immatriculation		Liquidation	
						2021	2022	2021	2022
CPRN	30	23	53	42	-	34,63	44,71	63,00	63,25
CAVOM	13	4	17	41	-	56,00	-	-	-
CARMF	924	144	1 068	2 745	5	48,86	51,35	65,27	65,53
CARCDSF	229	72	301	286	12	47,00	38,30	75,78	65,50
CAVP	177	102	279	710	9	50,57	47,99	64,40	64,22
CARPIMKO	274	77	351	461	2	49,46	48,64	64,52	64,51
CARPV	32	7	39	17	-	46,46	45,94	63,47	63,47
CAVAMAC	126	7	133	601	5	38,00	45,00	63,67	63,47
CAVEC	76	9	85	142	-	54,50	46,12	64,13	64,89
CIPAV	537	82	619	283	-	48,80	47,90	62,00	-
	2 418	527	2 945	5 328	33	47,78	48,86	65,45	64,85

Conjoints collaborateurs		2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Cotisants au 30.06	CPRN	34	36	38	39	41	42	45	58	63	62
	CAVOM	29	29	26	26	25	23	25	22	23	20
	CARMF	2 042	1 968	1 861	1 756	1 648	1 601	1 471	1 388	1 295	1 200
	CARCDSF	333	329	332	329	333	343	344	331	323	317
	CAVP	646	632	603	579	557	519	476	423	366	315
	CARPIMKO	502	499	475	458	454	432	420	423	394	371
	CARPV	59	57	53	52	53	58	53	53	45	46
	CAVAMAC	342	315	302	275	255	243	220	193	175	175
	CAVEC	117	120	114	116	117	105	99	102	93	89
	CIPAV	1 064	1 079	1 037	991	916	850	811	757	731	691
	5 168	5 064	4 841	4 621	4 399	4 216	3 964	3 750	3 508	3 286	
Retraités droits propres au 30.06	CPRN	19	24	26	28	29	31	33	36	38	40
	CAVOM	19	20	19	21	22	23	31	24	24	23
	CARMF	1 047	1 181	1 357	1 564	1 760	1 916	2 092	2 267	2 431	2 601
	CARCDSF	104	126	150	193	201	216	228	243	256	276
	CAVP	270	304	342	383	416	465	511	554	606	654
	CARPIMKO	172	203	231	266	296	330	362	387	406	435
	CARPV	7	8	10	14	14	14	15	17	16	17
	CAVAMAC	339	368	392	420	420	452	478	514	544	544
	CAVEC	58	66	70	75	82	106	103	103	138	144
	CIPAV	230	237	251	260	274	290	296	298	292	290
	2 265	2 537	2 848	3 224	3 514	3 843	4 149	4 443	4 751	5 024	

Conjoints collaborateurs au 30.06	Âge moyen à l'immatriculation					Âge moyen à la liquidation				
	2016	2017	2018	2019	2020	2016	2017	2018	2019	2020
CPRN	51,00	43,25	36,71	38,25	34,63	65,00	67,50	67,00	64,33	63,00
CAVOM	-	-	36,88	39,00	56,00	65,20	65,20	63,00	-	-
CARMF	50,04	49,93	49,43	48,65	48,86	65,20	65,03	65,23	65,22	65,27
CARCDSF	44,89	46,04	43,08	43,20	47,00	63,80	64,00	63,00	64,70	75,78
CAVP	49,76	51,01	50,31	49,70	50,57	63,28	64,10	63,99	68,25	64,40
CARPIMKO	44,23	43,53	40,69	46,43	49,46	64,14	64,41	63,00	64,08	64,52
CARPV	40,79	46,50	-	41,60	46,46	-	-	67,00	66,10	63,47
CAVAMAC	41,40	43,60	43,00	41,50	38,00	63,10	61,60	63,20	63,10	63,67
CAVEC	51,08	51,33	48,40	43,86	54,50	63,83	64,25	64,67	-	64,13
CIPAV	46,48	45,29	46,23	44,45	48,80	63,59	64,28	65,69	63,50	62,00
MOYENNE	47,96	47,42	48,16	46,14	47,78	64,37	64,37	64,36	65,17	65,45

Conjoints collaborateurs au 30.06	Immatriculations nouvelles					Liquidations titulaires				
	2018	2019	2020	2021	2022	2018	2019	2020	2021	2022
CPRN	7	16	7	8	7	1	3	4	1	4
CAVOM	1	2	1	1	0	2	0	0	0	0
CARMF	87	96	82	71	48	196	195	194	194	177
CARCDSF	17	25	7	12	3	16	17	10	24	14
CAVP	20	13	14	4	11	54	40	54	54	65
CARPIMKO	32	23	17	13	11	33	30	22	32	34
CARPV	0	4	3	8	0	1	3	0	17	17
CAVAMAC	5	6	7	4	2	29	39	29	42	34
CAVEC	5	7	5	5	8	3	0	15	8	9
CIPAV	26	11	15	12	18	13	8	0	1	0
	200	203	158	138	108	348	335	328	373	354

Liquidation conjoints survivants en 2016 : CAVP (1), CRN (2), CAVAMAC (1) - en 2017 : CPRN (3), CAVAMAC (1) - en 2018 : CPRN (2) - en 2019 : CPRN (3), CARMF (1) - en 2020 : CPRN (2), CAVP (1), CARPIMKO (1), CAVAMAC (1)

Situation des radiés CCPL au 30 juin 2022

Conjoints collaborateurs au 30.06.2022	Effectifs		Points acquis	
	2021	2022	2021	2022
CPRN	66	72	61 860	67 349
CAVOM	10	7	5 589	2 101
CARMF	1 321	1 331	2 086 617	2 180 557
CARCDSF	212	223	291 911	308 362
CAVP	425	407	756 859	747 116
CARPIMKO	325	319	518 753	500 974
CARPV	44	47	55 699	62 686
CAVAMAC	659	629	906 395	820 255
CAVEC	58	56	99 892	104 834
CIPAV - PL	906	953	813 788	852 433
CIPAV - ME	-	-	-	-
	4 026	4 044	5 597 363	5 646 666

Statistiques des mouvements

Conjoints collaborateurs au 30.06		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Radiations pour arrêt d'activité	CPRN	3	3	5	6	6	10	20	14
	CAVOM	nd	2	nd	nd	0	0	0	0
	CARMF	163	159	106	156	131	135	121	138
	CARCDSF	21	18	12	9	16	11	13	17
	CAVP	39	44	42	22	20	30	37	27
	CARPIMKO	35	26	29	31	28	39	22	22
	CARPV	2	5	1	6	4	11	9	7
	CAVAMAC	36	67	24	20	28	23	20	9
	CAVEC	2	2	5	9	4	13	9	12
	CIPAV - PL	71	56	58	47	37	34	25	45
	CIPAV - ME	nd	nd						
	372	382	282	306	274	306	276	291	

ASSURANCE VIEillesse DE BASE GESTION TECHNIQUE

Dépenses

Régime de base exercice 2021 (en K€)	Prestations	Compensation nationale	Frais administratifs	Action sociale	Pertes sur créances irrecouvrables	Provision pour dépréciation de créances	Divers	Total dépenses
CPRN	42 550	-	1 209	146	-	53	0	43 957
CAVOM	22 940	-	1 558	49	-	327	-	24 873
CARMF	597 897	-	8 585	684	1 494	-	6	608 665
CARCD SF	180 426	-	3 558	894	538	335	0	185 751
CAVP	159 824	-	2 690	472	145	970	5	164 105
CARPIMKO	371 868	-	9 335	1 165	3 227	22 332	14	407 942
CARPV	32 284	-	1 385	102	444	191	0	34 406
CAVAMAC	103 822	-	3 554	213	101	-	2	107 692
CAVEC	73 039	-	2 205	227	47	-	-	75 518
CIPAV	284 414	-	20 000	2 843	118 625	-	3 079	428 962
CNAVPL	-	554 247	6 489	-	-39 455	-	-	521 281
	1 869 064	554 247	60 569	6 794	85 166	24 207	3 105	2 603 152

Ressources

Régime de base exercice 2021 (en K€)	Cotisations Titulaires tranche 1	Cotisations Titulaires tranche 2	Cotisations CCPL	Cotisations CCPL	Autres cotisations	Cotisations prises en charge	Majorations de retard	Capitaux de rachats	Revenus financiers	Reprise sur provis. techniques	Divers	Total ressources
CPRN	34 952	29 081	114	42	-	552	49	20	-	-	0	64 810
CAVOM	12 397	7 112	28	10	-	34	(11)	-	-	-	-	19 570
CARMF	268 055	223 705	2 298	662	1 387	122 613	948	-	-	498	133	620 299
CARCD SF	131 967	71 572	558	170	536	1 339	232	(4)	-	-	33	206 405
CAVP	86 629	42 550	583	178	211	1 297	251	-	-	-	3	131 701
CARPIMKO	590 738	191 721	605	148	2 170	11 570	415	-	-	-	520	797 886
CARPV	33 171	17 365	87	24	-	472	15	128	-	-	23	51 285
CAVAMAC	34 386	21 184	274	103	252	402	90	-	-	22	231	56 943
CAVEC	39 368	21 131	156	37	-	278	(49)	60	-	928	(37)	61 871
CIPAV	523 510	110 794	917	259	1 432	(29 139)	(14 485)	-	-	115 934	646	709 869
CNAVPL	-	-	-	-	-	-	-	-	10 434	-	-	10 434
	1 755 173	736 215	5 621	1 633	5 987	109 419	(12 545)	203	10 434	117 382	1 551	2 731 074
Résultat												127 922

ASSURANCE VIEillesse DE BASE RESERVES

En application du 1^{er} alinéa du paragraphe IV de l'article 96 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, les sections professionnelles ont transféré à la CNAVPL une fraction des réserves qu'elles géraient au titre du régime d'assurance vieillesse de base, égale à 3 mois de prestations servies au titre de l'année 2002, après application à ce montant du taux de revalorisation pour 2003 de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, soit 157 831 546 €.

en euros

Année d'exercice	Réserves régime de base au 31/12	Résultat de l'exercice	Réserves après affectation du résultat	Apport	Transfert
2004	205 850 658,91	68 801 633,56	274 652 292,47		
2005	274 652 292,47	20 871 478,57	295 523 771,04		(156 791,00)
2006	295 366 980,04	122 336 773,93	417 703 753,97	10 000 000,00	
2007	427 703 753,97	69 932 818,27	497 636 572,24		21 260 203,26
2008	518 896 775,50	(5 009 012,45)	513 887 763,05		(229 321,82)
2009	513 658 441,23	126 461 739,42	640 120 180,65		
2010	640 120 180,65	(20 873 798,56)	619 246 382,09		
2011	619 246 382,09	(73 641 659,56)	545 604 722,53		1 373 689,70
2012	546 978 412,23	(102 951 843,11)	444 026 569,12		
2013	444 026 569,12	113 258 109,53	557 284 678,65		
2014	557 284 678,65	124 383 704,91	681 668 383,56		
2015	681 668 383,56	425 938 015,66	1 107 606 399,22		
2016	1 107 606 399,22	634 292 472,77	1 741 898 871,99		
2017	1 741 898 871,99	289 090 760,44	2 030 989 632,43		
2018	2 030 989 632,43	126 818 779,94	2 157 808 412,37		
2019	2 157 808 412,37	443 953 587,33	2 601 761 999,70		
2020	2 601 761 999,70	112 173 676,22	2 713 935 675,92		
2021	2 713 935 675,92	127 921 526,56	2 841 857 202,48		
2022	2 841 857 202,48	465 373 885,56	3 307 231 088,04		

ETAT DES EFFECTIFS DU REGIME DE BASE AU 30 JUIN 2022

EXERCICE 2022	TOTAL	CPRN	CAVOM	CARMF	CARDFSE	CAVP	CARPIMMO	CARPV	CAVAMAC	CAVEC	CIPAV-PL	CIPAV-ME
AFFILIES EN EXERCICE	995 141	11 408	4 101	124 980	45 873	28 673	243 953	11 207	11 608	14 629	188 923	309 786
Moins de 65 ans (nés après le 30-06-1956)	899 381	11 086	3 856	103 832	42 877	26 217	237 642	10 800	11 324	12 818	166 433	272 496
Normaux *	841 367	10 482	3 750	97 374	42 592	24 853	212 663	10 118	10 625	12 509	160 834	255 567
Invalides 100% en exercice *	243	0	0	1	0	0	239	0	0	0	3	0
Bénéficiaires du report (art. L.131-6-1)	432	0	28	134	4	0	0	0	0	0	266	0
Exonérés malades (art. L.642-3)	4 743	0	12	779	210	33	3 546	23	0	0	140	0
Exonérés ACCRE et salariés créateurs d'entreprise *	48 160	603	61	5 094	9	1 274	20 854	639	680	164	2 550	16 192
Allocataires-cotisants *	4 436	1	5	450	62	57	300	20	19	145	2 640	737
Plus de 65 ans (nés avant le 30-06-1956)	95 760	322	245	21 148	2 996	2 456	6 311	407	284	1 811	22 490	37 290
Cotisants non allocataires *	61 181	322	164	8 732	1 484	1 740	3 531	224	217	511	12 279	31 977
Invalides 100% en exercice *	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2	0
Bénéficiaires du report (art. L.131-6-1)	59	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59	0
Exonérés malades (art. L.642-3)	491	0	1	188	34	0	251	1	0	0	16	0
Exonérés ACCRE et salariés créateurs d'entreprise *	845	0	0	98	0	0	24	1	0	1	51	670
Allocataires-cotisants *	33 181	0	80	12 130	1 478	716	2 504	181	67	1 299	10 083	4 643
ALLOCATAIRES TITULAIRES NON-COTISANTS	364 512	5 459	2 988	72 275	22 586	25 863	73 257	4 062	26 006	9 773	114 367	7 876
Avant l'âge légal	1 626	1	88	9	1	8	5	0	0	8	1 706	0
De l'âge légal à 65 ans (nés après le 30-06-1956)	29 510	181	40	2 980	1 223	1 814	7 245	248	1 219	641	13 533	386
Allocataires taux plein	11 769	10	2	627	447	477	3 613	25	582	368	5 407	211
Depotés, prisonniers de guerre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inaptés	2 225	19	0	338	197	114	705	15	137	18	662	0
Bénéficiaires de décote (art. R.643-7)	10 453	152	22	1 329	486	882	1 550	185	328	138	5 243	128
Bénéficiaires de surcote (art. R.643-8)	5 063	0	16	686	93	331	1 377	23	172	117	2 201	47
Plus de 65 ans (nés avant le 30-06-1956)	333 176	5 277	2 860	69 286	21 362	24 041	66 007	3 814	24 787	9 124	99 128	7 490
Allocataires non-cotisants (taux plein)	151 860	1 137	1 066	26 266	9 531	8 688	30 970	1 327	16 291	3 496	49 199	3 889
Bénéficiaires de décote (art. R.643-7)	63 699	2 335	498	10 266	6 716	8 323	12 141	1 814	2 752	1 259	16 811	824
Bénéficiaires de surcote (art. R.643-8)	117 617	1 805	1 336	32 754	5 115	7 030	22 896	673	5 744	4 369	33 118	2 777
TOTAL DES DROITS PROPRES	1 359 653	16 867	7 089	197 255	68 459	54 536	317 210	15 269	37 614	24 402	303 290	317 662
CONJOINTS SURVIVANTS	50 003	1 281	748	12 888	3 906	2 349	3 314	1 281	9 564	1 990	12 307	375
Survivants de moins de 65 ans	2 682	28	35	762	166	105	237	61	305	81	777	125
Survivants de plus de 65 ans	47 321	1 253	713	12 126	3 740	2 244	3 077	1 220	9 259	1 909	11 530	250
TOTAL DES DROITS DERIVES	50 003	1 281	748	12 888	3 906	2 349	3 314	1 281	9 564	1 990	12 307	375
TOTAL GENERAL	1 409 656	18 148	7 837	210 143	72 365	56 885	320 524	16 550	47 178	26 392	315 597	318 037
MAJORATIONS POUR CONJOINT A CHARGE (liquidation postérieure à la Loi du 02-01-1984)	1 052	0	0	460	102	37	16	0	157	0	280	0
COTISANTS REELS *	911 930	11 408	4 060	123 879	45 625	28 640	240 156	11 183	11 608	14 629	188 442	(1) 232 300
ALLOCATAIRES REELS	452 132	6 741	3 821	97 743	28 032	28 985	79 375	5 544	35 656	13 207	139 387	13 631
- Droits propres	402 129	5 460	3 073	84 855	24 126	26 636	76 061	4 263	26 092	11 217	127 090	13 256
- Droits dérivés	50 003	1 281	748	12 888	3 906	2 349	3 314	1 281	9 564	1 990	12 307	375
IMMATRICULES	1 409 656	18 148	7 837	210 143	72 365	56 885	320 524	16 550	47 178	26 392	315 597	318 037
- Droits propres	1 359 653	16 867	7 089	197 255	68 459	54 536	317 210	15 269	37 614	24 402	303 290	317 662
- Droits dérivés	50 003	1 281	748	12 888	3 906	2 349	3 314	1 281	9 564	1 990	12 307	375

(1) concerne seulement les micro-entrepreneurs économiquement actifs